

FÉVRIER 2024

LDH

Fondée en 1898



GUIDE CONGRÈS

RENOUVELLEMENT DES MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL

BORDEAUX

18, 19 ET 20 MAI 2024

SOMMAIRE

3 Editorial 4 Commission des biographies 5 Vadémécum des votes
6 Candidatures 34 Tableau des présences au Comité national
35 Tableau des présences au Bureau national 36 Ordre du jour provisoire
37 Inscription au congrès 40 Bulletin de vote

EDITORIAL

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Conformément aux statuts de la LDH (Ligue des droits de l'Homme), la commission des biographies s'est réunie les 2 et 15 février 2024 pour examiner les candidatures au Comité national (CN) à l'occasion de la tenue de son 92^e congrès, à Bordeaux, les 18, 19 et 20 mai 2024.

Le vote pour élire celles et ceux qui se proposent et composeront la future direction de la LDH est un temps essentiel de démocratie interne de notre association. Être membre du Comité national représente un engagement fort pour les ligueuses et les ligueurs qui sollicitent un mandat, dans la mesure où une contribution régulière aux travaux est requise.

Nous sommes plus que jamais au cœur d'une crise démocratique au regard de l'évolution des lois et des décrets qui réduisent nos libertés de citoyens et nos capacités d'agir en tant qu'individus ou associations. Dans ce temps si particulier où des affrontements violents se profilent, il est essentiel de choisir avec attention celles et ceux qui auront la lourde charge de conduire les analyses et les débats ainsi que les orientations politiques de notre association.

Pour ce faire, prendre appui sur les fiches biographiques et faire une lecture attentive des fiches des candidates et candidats dans ce document vous permettront de mieux appréhender les qualités et l'engagement au sein de notre association des uns et des autres. Vous pourrez ensuite retenir les candidatures qui vous auront spécialement convaincu-e-s, en écartant les autres.

Ce sont désormais 40 personnes, élues directement par l'ensemble des adhérentes et adhérents, qui siègeront au Comité national. Pour rappel, et ceci pour la première fois, un deuxième collège avec voix délibérative intégrera le Comité national. Il est composé de représentants régionaux au nombre de 18 personnes élues avant le congrès. Les membres de ce second collège auront les mêmes prérogatives que le premier collège du Comité national.

Ensemble, elles et ils auront, pour commencer, la charge d'élire à leur tour la ou le futur-e président-e de la LDH avec les membres du Bureau national (BN), 15 au maximum.

Vous trouverez également toutes les informations nécessaires à votre participation au scrutin (le vadémécum du vote) ainsi que le rapport de la commission des biographies dans ce même numéro.

Le vote est un élément fondamental de notre démocratie associative, alors utilisons-le avec l'attention et la vigilance nécessaires !

COMMISSION DES BIOGRAPHIES

Pensez à réserver votre hébergement et à vous inscrire au congrès !

Nous vous invitons à réserver dès maintenant vos hébergements parmi ceux présentés dans le Guide pratique et à vous inscrire au congrès (bulletin d'inscription obligatoire en page 37 et en ligne).

RAPPORT DE LA COMMISSION DES BIOGRAPHIES

La commission des biographies s'est réunie le 2 février 2024 (au siège de la LDH) et le 15 février 2024 (par visioconférence) pour examiner 57 candidatures. Pour la première fois, en référence aux statuts adoptés en 2022, c'est l'ensemble des membres du Comité national qui doivent être renouvelés, soit 40 postes à pourvoir.

Chaque membre de la commission a lu avec attention les biographies, les déclarations d'intention ou les comptes rendus de mandat des candidates et candidats et a vérifié auprès des différentes instances (sections, régions, service administratif) l'ensemble des éléments communiqués.

Ce qui l'a amenée à faire part aux candidates ou candidats de quelques observations, remarques ou suggestions de reformulation pour une meilleure compréhension.

Un candidat a préféré retirer sa candidature plutôt que de rédiger un compte rendu de mandat conforme à la réalité et un autre candidat voit sa présentation accompagnée d'un encart explicatif.

Après une dernière validation factuelle, les candidatures vous sont transmises respectant les 1500 signes exigés.

La commission a ainsi vérifié la conformité de ces candidatures avec l'article 8 des statuts et les articles R2 et R3 du règlement intérieur.

La commission des biographies, comme en 2022, attire l'attention des futures instances de la LDH sur la nécessité d'une modification statutaire ou d'un complément dans le règlement intérieur, visant à l'ajout d'une disposition précisant d'une part, les modalités d'éligibilité ou de non-éligibilité, et, d'autre part, donnant à la commission des biographies le pouvoir de déclarer, de ce fait, une candidature irrecevable.

**Patrick Canin
Martine Cocquet
Jean-Michel Delarbre
Hélène Leclerc
Christiane Véron**

COMPOSITION DU COMITÉ NATIONAL SORTANT À LA VEILLE DU CONGRÈS

- ALIMI Arié
- ARTIGUELONG Maryse
- BAUDOUIN Patrick
- BIGDADE Habiba
- BINDHAT Jean-Baptiste
- BORDET Joëlle
- BRUN-VALICON Lionel
- CANIN Patrick
- CAZAU Pierre-Antoine
- COCQUET Martine
- DE COCK Laurence
- DELARBRE Jean-Michel
- DUCOMTE Jean-Michel
- ESMERY Alain
- EYNAUD Bernard
- FAVREL Grâce
- GARRIGUES Paul
- GHEZAL Elghazali
- GIROUD Sophie
- HALOUI Fabienne
- JOURDAN-CHARTIER Emmanuelle
- LAVILLE Philippe
- LE BOURHIS Isabeau
- LECLERC Hélène
- LEMETAYER Germaine
- LEVASSEUR Fabienne
- LUJEN Canelle
- MANCERON Gilles
- MERLIN-ANGLADE Franck
- MESSICA Fabienne
- MINE Michel
- NAKACHE Pascal
- NOGUERES Dominique
- OGIER Marion
- RAFIER Jean-Pierre
- RAMIS Roland
- REBERIOUX Vincent
- ROMAGNAN Barbara
- ROSSI Henri
- SIRE-MARIN Evelyne
- SUESSER Jan Robert
- TEHIO Nathalie
- TRICOIRE Agnès
- VERGIAT Marie-Christine
- VERON Christiane
- VOSSAH Koffi

VADÉMÉCUM DES VOTES

Un-e adhérent-e = une voix

Les élections sont organisées selon le principe suivant : un-e adhérent-e = une voix. Ne peuvent prendre part au vote que les personnes adhérentes à jour de leur cotisation 2023. Elles et ils peuvent voter selon deux modalités :

- lors de la réunion de section organisée à cet effet ;
- par correspondance.

C'est donc le nombre exact de voix recueillies par chaque candidat-e qui compte. Aux voix exprimées en section s'ajoutent celles des votes par correspondance.

Pour permettre à chacun de voter en connaissance de cause, les biographies des candidat-e-s sont présentées dans ce document. Elles ont été déclarées conformes par la commission des biographies. Cette commission était composée de Patrick Canin, Martine Cocquet, Jean-Michel Delarbre, Hélène Leclerc et Christiane Véron, membre du secrétariat général à cette date (désignée par le Comité national le 6 janvier 2024).

Le vote en section

Il est souhaitable que les adhérent-e-s votent dans leur section, car c'est l'occasion de rencontres et d'échanges, notamment sur les critères de choix, et de débattre des orientations proposées pour le congrès.

Le vote en section doit être organisé avant le 3 mai 2024 ; il appartient aux président-e-s de section de convoquer les adhérent-e-s pour procéder au vote. La liste des adhérent-e-s à jour de leur cotisation 2023 est fournie aux sections par le siège, avec le matériel de vote, qui sera envoyé prochainement. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Chaque adhérent-e utilise un bulletin de vote sur lequel, sous peine de nullité, il doit rayer au moins 16 noms de candidat-e-s (56 candidat-e-s pour 40 postes), sans porter aucune autre mention ni annotation.

La section désigne un bureau de trois membres pour assurer le dépouillement. A partir des résultats enregistrés du scrutin, ce bureau établit une feuille de vote (feuille bleue) portant les résultats des votes individuels.

Cette feuille de vote bleue doit être glissée directement dans une enveloppe qui sera fermée. Cette enveloppe sera marquée, à l'extérieur, du nom de la section et signée (au dos) par deux membres du bureau de la section et par les membres du bureau de vote. La feuille d'émargement des votants en section sera agrafée à l'extérieur de cette enveloppe cachetée. Le tout sera glissé dans une enveloppe d'expédition sur laquelle figureront :

- au recto, l'adresse du siège de la LDH, complétée de la mention très visible « ELECTION » ;
- au verso, le nom de la section.

Le vote par correspondance

Le vote par correspondance concerne particulièrement les adhérent-e-s « hors section ». Il peut également être utilisé par les adhérent-e-s qui ne peuvent pas participer à la réunion de leur section. Elles et ils doivent utiliser le bulletin de vote inséré en page 40.

L'adhérent-e doit rayer, sous peine de nullité, 16 noms de candidat-e-s au moins (56 candidat-e-s pour 40 postes) et ne porter aucune autre mention ni annotation sur le bulletin. Ce bulletin de vote sera glissé dans une enveloppe vierge qui sera cachetée. Pour un couple, chacun-e procède à titre individuel et remplit un bulletin qu'il glisse dans une enveloppe vierge.

Cette enveloppe (vierge) contenant le bulletin est, à son tour, glissée dans une enveloppe d'expédition sur laquelle figureront :

- au recto, l'adresse du siège de la LDH, complétée de la mention très lisible « ELECTION » ;
- au verso, les nom, prénom et adresse de l'adhérent-e et le nom de sa section, ou la mention « hors section ».

Ainsi, les enveloppes reçues pour l'élection ne seront pas ouvertes avant le congrès, mais le pointage des votants pourra être effectué.

ATTENTION

L'enveloppe contenant le bulletin ne doit porter aucune mention.

Toute enveloppe contenant le bulletin qui portera le nom de l'adhérent-e, ou toute autre mention, sera nulle et le bulletin ne pourra pas être décompté pour le scrutin.

Les votes en sections doivent parvenir au siège dès le lendemain du vote, au plus tard le 3 mai 2024 ; les votes par correspondance doivent parvenir au siège au plus tard le 17 mai 2024.

CANDIDATURES

NOUVEAU CANDIDAT

HADRIEN MAURY-CASALTA

Né le 12-04-1994

Profession : ingénieur d'étude (contractuel de la fonction publique)

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2016 **Section de rattachement :** Massy-Palaiseau-Verrières

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : secrétaire adjoint de la section Paris 5/13 (2017) ; délégué de la section Paris 5/13 à la fédération de Paris (2017) ; président de la section Massy-Palaiseau-Verrières (depuis 2023) ; animateur du sous-groupe de travail « Enseignement supérieur et recherche » (depuis 2023 - rattaché au groupe de travail « Education, jeunesse et droits de l'enfant »).

Déclaration d'intention :

La LDH fait face à un contexte irrespirable de haine et de recul des libertés qui rappelle si cruellement l'utilité de notre belle association, son rôle de réflexion et le besoin de développer des outils au service des sections.

Au sein du Comité national, je souhaite porter la voix d'une jeune section dynamique et la conviction que la LDH doit renforcer ses liens avec le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Engagé à la LDH depuis 2016, j'ai eu le plaisir de la découvrir durant mes études en y adhérant et en rejoignant une section très active. Une installation à Massy (Essonne) fin 2021 m'a permis de rencontrer d'autres personnes motivées pour y relancer une section (45 adhérents en janvier 2024). La section

impulse aujourd'hui la relance d'une fédération départementale.

Agent administratif d'université, je suis très attaché à l'enseignement supérieur pour son rôle scientifique, démocratique et émancipateur aujourd'hui remis en cause.

L'enseignement supérieur public, c'est celui qui forme le citoyen, informe le débat démocratique et qui permet à chaque personne qui passe par ses bancs de se découvrir et de s'affirmer.

Face à une extrême droite, qui pour progresser, nourrit le confusionnisme et les ressentiments, notre association gagnerait à renforcer ses liens avec la recherche scientifique ainsi que sa présence dans ces lieux de débats et de formation intellectuelle que sont les établissements.

NOUVELLE CANDIDATE

SOPHIE MAZAS

Née le 17-06-1976

Profession : avocate

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2006 **Section de rattachement :** Montpellier

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : présidente de la section de Montpellier (2010-2017) ; secrétaire de la fédération de l'Hérault (2021-2022) ; présidente de la fédération de l'Hérault (2016-2021, 2022-2024).

Déclaration d'intention :

Mes premières actions étaient auprès des Roms et au sein des bidonvilles : accès à l'eau, mise en place de l'accès à l'école par l'inscription et les moyens de transport, en interface avec les pouvoirs publics.

En 2015, j'ai initié et coordonné l'interorga pour la défense de nos libertés contre l'état d'urgence, qui réunissait en janvier 2016 plus de deux mille personnes. Lors de la loi Sécurité globale, dès octobre 2020, pour la LDH, j'initiais l'interorga réunissant dix mille personnes lors de la première manifestation et jusqu'en mars 2021 encore plus de trois mille personnes. Le résultat en demi-teinte a néanmoins permis de faire comprendre l'intérêt des droits de l'Homme et d'alerter

sur la surveillance numérique, tout en intégrant plusieurs milliers de jeunes de 20/30 ans. J'ai participé à la création de la Legal Team montpelliéraine. En 2018, la fédération de l'Hérault, que je préside, organisait les 120 ans de la LDH autour de deux tables rondes : « Lutte contre l'extrême droite » et « Libertés face au numérique ». Ces thèmes demeurent, avec la laïcité, des engagements déterminants qui perdurent avec le groupe technopole local et le travail contre l'extrême droite (contre les Brigandes, la Ligue du Midi, etc.).

Notre banderole fédérale « Pour un 1^{er} Mai pacifiste, internationaliste, antifasciste » reflète mes orientations pour l'avenir. Je souhaite contribuer désormais au niveau national.

Né le 09-11-1959

Profession : architecte d'intérieur, designer mobilier, professeur contractuel de l'Education nationale.

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du Conseil français des architectes d'intérieur (CFAI) ; membre de la commission de reconnaissance de compétence du CFAI trésorier de l'association ASSO EG 24 ; vice-président du Cercle philosophique de Périgueux.

Date d'adhésion : 2010 **Section de rattachement :** Grand Périgueux

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la section Grand Périgueux (2015-2021) ; vice-président de la section Grand Périgueux (2021-2023) ; délégué régional adjoint Aquitaine (2021) ; membre du secrétariat général (depuis 2023) ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Je pourrais décrire les heures de visioconférences et mes présences assidues aux diverses réunions qui s'imposent à un membre du secrétariat général. Je pourrais énumérer point par point les travaux auxquels j'ai participé. Je pourrais vous raconter combien sont nourrissants intellectuellement et culturellement les rencontres et les combats. Je pourrais vous raconter mes déceptions et mes ignorances. Je pourrais dire tout cela et bien des choses encore.

Parce que la simple indignation du citoyen qui passe est un strapontin confortable mais néanmoins insuffisant.

Il me semble, bien plus aujourd'hui qu'hier, que seule l'action au sein d'une association est un engagement indispensable pour tenter avec l'énergie du juste de faire bouger les lignes. L'engagement est la synthèse de l'idéalisme et du pragmatisme dit le philosophe, pour moi c'est surtout permettre à l'une des plus belles associations qui travaille à la démocratie d'avoir les moyens humains de continuer à agir. C'est pour cela qu'avec modestie je vous propose ma candidature au prochain Comité national.

Née le 11-01-1956

Profession : sociologue

Pas de responsabilité élective et associative externe à la LDH.

Date d'adhésion : 2002 **Section de rattachement :** Paris 18

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coresponsable du groupe de travail « Discriminations, racisme, antisémitisme » (depuis 2019) ; participe au groupe de travail « Femmes, genre, égalité » ; représente la LDH à Euromed Droits sur les droits des femmes ; membre du comité de rédaction de la revue *Droits & Libertés* (depuis 2021) ; membre du Bureau national (2015-2017) ; secrétaire générale adjointe (2017-2020) ; membre du Comité national (2015-2019, 2019-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Au cours de ce mandat, j'ai co-écrit le guide sur la lutte contre le racisme, co-organisé deux universités d'automne: sur les communs et sur les luttes des femmes dans le monde, animé de très nombreux débats en région et à Paris sur ces sujets (racismes, antiracismes, féminismes) et organisé des débats des groupes de travail. J'ai participé à des formations en entreprises ou universitaires sur les discriminations pour la LDH, à l'élaboration d'outils, au projet React sur la haine en ligne. J'ai rédigé de nombreux articles dans *Droits & Libertés*. J'ai représenté la LDH, à la demande du Bureau national, dans certaines instances comme la Dilcrah ou d'autres, selon les besoins et l'opportunité.

Je suis le travail et les réunions du Défenseur des droits sur ces sujets. J'ai aussi une expertise du conflit israélo-palestinien et participe à l'élaboration de prises de position ou d'événements quand c'est utile. L'activité, c'est aussi discuter avec les personnes des groupes de travail, accueillir de nouveaux membres, se montrer disponible, tout simplement et accueillant. C'est aussi proposer des projets, ce que je fais souvent et je m'y investis sans compter. On a la chance d'avoir une équipe de salarié-e-s qui nous appuie avec compétence et beaucoup de gentillesse, de compréhension. J'attache beaucoup de prix à cette qualité des rapports humains.

Né le 10-04-1983

Profession : juriste

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2015 **Section de rattachement :** Marseille

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section de Marseille (depuis 2017) ; secrétaire de la section de Marseille (2018-2019) ; membre du comité régional Paca (depuis 2019).

Déclaration d'intention :

Ma vie militante, débutée par la désobéissance civique antipublicitaire et poursuivie au sein du mouvement syndical, social et LBGTQI, m'a montré l'importance du droit dans nos luttes. C'est pourquoi, je suis rentré à la fac de droit à 30 ans et j'ai adhéré à la LDH.

Attaché au respect des identités dans toutes leurs diversités, je me reconnais dans un universalisme inclusif, incarné notamment par le mariage pour tous et dans l'utilisation du terme « droits humains ». Je pense aussi que les bouleversements écologiques en cours nous imposent de questionner notre corpus et notamment le droit de propriété privée.

Aujourd'hui juriste en droit public, je suis actif depuis près de dix ans dans la section de Marseille.

J'ai récemment participé à la mise en place d'une permanence de lutte contre les discriminations et d'un observatoire des pratiques policières. J'ai aussi la chance de travailler avec le national et d'autres sections/fédérations sur un questionnaire numérique visant à évaluer le préjudice né des contrôles discriminatoires, en vue d'une future campagne nationale.

Membre du bureau de la section de Marseille ainsi que du comité régional Paca depuis plusieurs années, je voudrais travailler sur le développement d'outils adaptés à nos pratiques militantes pour alléger la charge administrative et communicationnelle des sections ainsi que pour sécuriser et renforcer notre organisation face à la menace que représentent les dérives illibérales et la montée de l'extrême droite.

Né le 04-06-1966

Profession : avocat

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du Syndicat des avocats de France (Saf) et de la Libre pensée.

Année d'adhésion à la LDH : 2004 **Section de rattachement :** Toulouse

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre de la commission « Citoyen, justice, police » de la section de Toulouse (2003-2007) ; fondateur du groupe « Prison » de la section de Toulouse (2006) ; membre du bureau de la section de Toulouse (depuis 2006) ; président de la section de Toulouse (2009-2014) ; président d'honneur de la section de Toulouse (depuis 2015) ; président de la commission nationale des conflits (2014-2015) ; création et animation de la commission d'enquête citoyenne Sivens (2014-2015) ; membre de la commission des biographies et de la commission des résolutions (congrès de la LDH 2022) ; membre du Comité national (2015-2019, 2019-2024 - deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Dans un contexte extrêmement périlleux sur le plan politique et à un moment de profond renouvellement du Comité national, il me semble pertinent de renouveler ma candidature pour un troisième mandat afin d'assurer une sorte de continuité entre les anciens et les modernes.

Ce sera pour moi l'occasion de continuer de contribuer à la réflexion sur le positionnement politique de la LDH, d'assurer régulièrement la rédaction de comptes rendus des débats du Comité national, mais également de faire le lien entre le national et la très dynamique section de Toulouse de la LDH.

Né le 28-11-1969

Profession : artisan électricien

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : conseiller municipal d'opposition à Maintenon (ville rurale de 4 200 habitants en Eure-et-Loir) ; membre du PS et du conseil fédéral du PS 28.

Date d'adhésion : 2023 **Section de rattachement** : Orléans-Loiret

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : travail avec d'autres ligueurs d'Eure-et-Loir à la création d'une section dans le département.

Déclaration d'intention :

Dans le département rural où je vis et suis élu, je constate que les droits de l'Homme et les valeurs humanistes qui vont avec, ont déserté ces territoires qui sont devenus un terreau fertile pour un repli vers une identité fantasmée faite de haine, de racisme ordinaire, de crainte sécuritaire et de xénophobie. Sur ces territoires, nos discours ne parlent plus qu'à ce qu'il reste de cercles militants vieillissants.

Face à l'immense danger que cela représente, je souhaite que, nous qui sommes attachés aux droits de l'Homme ou droits humains, nous puissions trouver les nouvelles formes de militantisme qui remettront le sujet au centre des débats publics.

Nos adversaires ont su utiliser les nouveaux modes de communication pour diffuser leur haine d'abord parce que nous n'y étions pas. Il nous appartient notamment en milieu rural ou périurbain où le militantisme traditionnel est absent ou trop dispersé, de reprendre pieds sur les nouvelles agoras.

Je pense que la réflexion permanente et l'intelligence collective sur l'approfondissement des droits de l'Homme est un devoir. Cette réflexion doit être vigilante à diffuser au plus profond de la société toutes nouvelles pensées, pour ne pas devenir inaudible ou favoriser les oppositions radicales que nous connaissons actuellement.

Je souhaite travailler à ce que nous soyons un phare bien visible dans un monde qui s'assombrit.

Née le 18-09-1989

Profession : avocate

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de l'Association pour la défense des droits des étrangers (ADDE) ; membre du Syndicat des avocats de France (Saf) ; membre de l'Association d'accès aux droits des jeunes et d'accompagnement vers la majorité des jeunes placés ou sortis de l'aide sociale à l'enfance (AADJAM) (obtention dans ce cadre du trophée pro bono 2021 du barreau de Paris).

Date d'adhésion : en 2011, en 2015 et depuis 2021 **Section de rattachement** : Paris 18

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : participation régulière aux permanences de droit des étrangers de la section Paris 5/13 (2014-2016) ; membre du groupe de travail « Laïcité » ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

J'ai été élue au Comité national en 2022. Je me suis investie, en ma qualité d'avocate, dans l'activité contentieuse de la LDH pour laquelle j'ai formé une vingtaine de recours, chaque année, en 2022 puis en 2023, devant les juridictions administratives, avec un taux de réussite élevé.

Je suis membre du groupe de travail « Laïcité » et je suis intervenue à plusieurs reprises sur la question de la laïcité dans le sport.

Je suis également intervenue, en ma qualité de militante LDH, lors de la Fête de l'Humanité, et à plusieurs reprises en sections, sur les sujets concernant la liberté de manifester, l'atteinte aux libertés associatives, la liberté d'expression collective des idées

et des opinions, ainsi que la maltraitance institutionnelle des usagers de la Caf.

Je représente régulièrement la LDH au sein du collectif Changez de Cap qui lutte contre la maltraitance institutionnelle des usagers des Caf.

J'ai par ailleurs été amenée à intervenir, en ma qualité d'avocate et de membre de la LDH, à l'occasion de formations sur la désobéissance civile et la liberté associative, lors de la grande conférence du congrès 2023 d'Amnesty International, à l'occasion de colloques organisés par le Syndicat des avocats de France, le Syndicat national des journalistes, le Syndicat de la magistrature, lors des journées du Planning familial et lors de conférences organisées par L.A. Coalition (en lien avec l'Observatoire des libertés associatives).

Née le 17-02-1962

Profession : documentariste, formatrice, artiste (auteure, spectacle vivant...). Freelance, en cours de création de micro entreprise services et arts.

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de l'association Accueil des réfugiés en Val de l'Eyre (Areve - association d'hébergeurs solidaires en Gironde) ; membre du Dal Gironde ; membre de la CNL-Maurice Thorez (amicale des locataires) ; membre de l'association AIME-association universitaire FLE (apprentissage du français) ; membre de Nomade Company (association artistique et culturelle).

Date d'adhésion : 2013 **Section de rattachement :** Bordeaux

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section de Bordeaux, coordination événements (2013) ; vice-présidente de la section de Bordeaux, communication (2014-2017) ; vice-présidente chargée de la communication de l'association Marché de Doves au nom de la section de Bordeaux (2014-2017) ; coprésidente de la section Bègles (2019-2023) ; membre de la fédération de Gironde (depuis 2014) ; trésorière adjointe de la fédération de Gironde (2016) ; co-animatrice « Extrême droite » en Gironde et Aquitaine (2014-2016) ; déléguée régionale suppléante Aquitaine (2016-2018) ; secrétariat du comité régional Aquitaine (2019-2021) ; codéleguée régionale Aquitaine (2022-2023) en charge de la diffusion de l'exposition « Droits du futur » ; cosecrétaire du comité régional Aquitaine (depuis 2024) ; membre du secrétariat du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites » (2014-2018) ; membre du groupe de travail « Droits des étrangers » (depuis 2022) ; coresponsable du groupe de travail « Logement » (depuis 2023).

Déclaration d'intention :

Immigrée algérienne en France, j'ai découvert à 16 ans au pays de l'égalité, que je n'avais pas les mêmes droits que mes camarades de classe. Fille d'ouvrier immigré, je n'avais pas le droit de travailler (c'était écrit sur ma carte de résidence), même à mi-temps pour payer mes études, mon employeur m'a fait un contrat en CDI en toute illégalité.

C'est à ce moment-là que j'ai compris que « Liberté, égalité, fraternité » ce n'était pas pour moi. C'est à ce moment-là que je me suis rebellée contre toutes les formes d'inégalités et injustices locales, nationales et internationales.

Dès le lycée, j'ai milité pour le droit à l'IVG. Puis dans les années 80, à la fac, j'ai créé une antenne syndicale. J'ai été de toutes les luttes sociales : féministe, immigration, antiracisme, lutte contre les extrêmes droites, écologie,

numérique libre, squats artistiques...

Très vite mes engagements associatifs sont devenus engagements politiques dans les années 90 lorsque j'ai obtenu ma nationalité française en 1993.

Tous ces événements m'ont amenée à Bègles et à la LDH que je compare souvent à une auberge espagnole. J'y ai adhéré forte de toutes mes expériences militantes.

Mon parcours au sein de la LDH parle pour moi, en responsabilités et toujours sur le terrain pour défendre les droits et les libertés.

J'aimerais continuer mon approche locale et globale, mettre mes compétences et mes envies au service de la cause commune, m'investir au Comité national serait une suite logique.

Né le 05-10-1966

Profession : chargé de gestion et comptabilité dans une collectivité départementale

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : conseiller municipal.

Date d'adhésion : 2010 **Section de rattachement :** Colomiers ouest toulousain

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la section de Colomiers ouest toulousain (2013-2016 et depuis 2022) ; délégué régional Midi-Pyrénées (2015-2018) ; membre de la commission des résolutions des conflits (2017-2021) ; membre du groupe de travail « Justice-police » (depuis 2015) ; membre du groupe d'animation du groupe travail « Lutte contre les extrêmes droites » (depuis 2023).

Déclaration d'intention :

Dans ma jeunesse, je suis confronté à des communautés, dont celles des harkis, des Indochinois parqués dans des camps, prenant conscience de la réalité des inégalités sociales, raciales. Le refus de la résignation justifiera mon parcours. Professionnellement, je serai éducateur spécialisé auprès d'adultes et d'adolescents en souffrance psychique, puis en prévention spécialisée et en protection de l'enfance. Des contraintes médicales m'amènent à me reconvertir. Suite à une formation de contrôleur de gestion, j'occupe des fonctions de chargé de gestion et comptabilité pour la direction des ressources humaines d'un département. Sur le plan militant, je me suis engagé très tôt dans des associations d'éducation populaire puis

syndicalement en prenant des responsabilités locales et nationales pour faire face aux logiques qui enlèvent leur sens aux métiers du social et du soin. J'ai initié une association pour dénoncer les violences physiques et sexuelles en institution et participé à une autre sur les droits du travail des adultes en situation de handicap. C'est naturellement que j'ai intégré la LDH, carrefour entre l'action et l'élaboration d'une pensée. Il me paraît légitime, après plus d'une décennie en tant que ligueur, de participer à la faire vivre, en regard à ce qu'elle m'a apporté. C'est aussi pour m'inscrire dans une dynamique collective, participative, pour la faire exister partout, auprès de tous et construire une parole incontournable pour la défense des droits.

Né le 04-07-1947

Profession : électricien retraité

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de l'Institut histoire sociale de Haute-Savoie ; membre du bureau départemental de l'ANACR Haute-Savoie ; membre de la cinémathèque des Pays de Savoie et de l'Ain.

Date d'adhésion : 1990 **Section de rattachement :** Annecy

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coresponsable du groupe de travail « Roms » (depuis 2017), membre du groupe de travail « Droits des étrangers » (depuis 2022), membre du comité régional Rhône-Alpes (depuis 2009) ; membre du Comité national (2017-2019, 2019-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Je suis élu au Comité national depuis le congrès de Grenoble (juin 2017) qui m'a confié la responsabilité de co-animateur du groupe de travail (GT) « Roms », ressortissants européens de plein droit. Une large concertation est indispensable avec les élu-e-s, les représentants de l'Etat (Dihal, préfecture, mairie, agglomération, Education nationale). En lien avec les sections LDH, le GT « Roms » vient en soutien et élargit ses contacts afin de contribuer à des solutions de salubrité, santé, scolarisation des enfants, relogement.

J'agis régulièrement aux côtés de l'outil interassociatif Romeurope, comités, collectifs de soutien, et de façon transversale avec les GT « Logement » et « Santé-Bioéthique ». Résorber la situation de précarité des

personnes (Charte pour le respect des droits et dignité des habitants), exiger l'application des droits et les obligations des acteurs publics, dans un contexte tendu (confinement, expulsions violentes...).

J'impulse conjointement avec le GT « Logement » le droit à l'eau avec l'association partenaire Coalition-Eau pour obtenir l'accès égalitaire de l'eau qui sera un thème prioritaire des années à venir.

J'agis avec la LDH au sein du groupe « Changer de cap » et la Quadrature du net contre la dématérialisation des services publics (Caf) dans le but de retrouver un accueil plus humain que le numérique et la défense des populations les plus précaires. Tous ces travaux en chantier doivent être poursuivis.

Né le 16-05-1948

Profession : inspecteur de l'Education nationale honoraire

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : responsabilités nationales dans le monde syndical et associatif et locales dans la sphère politique.

Date d'adhésion : 2008 **Section de rattachement :** Dax et agglomération

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : trésorier de la section de Dax (2010-2012) ; président de la section de Dax et agglomération (2012-2018) ; vice-président de la section de Dax et agglomération (depuis 2019) ; vice-président de la fédération des Landes (2013-2015) ; président de la fédération des Landes (depuis 2016) ; membre du bureau du comité régional Aquitaine (depuis 2015) ; coresponsable du groupe de travail « Education, jeunesse et droits de l'enfant » (depuis 2021) ; membre du Comité national (2019-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Avec un mandat de président de section et de fédération, et une responsabilité au comité régional Aquitaine, j'ai pu mesurer combien la dimension locale permet à un élu au Comité national de porter une parole de témoignage et de proposition forte et cohérente pour les travaux et orientations à venir. Durant trois années, j'ai participé au processus de réflexion sur l'avenir de la LDH dans le groupe de pilotage « Avenir interne », au sein duquel j'ai contribué au travail ayant abouti à des pistes nouvelles validées au dernier congrès. Dans le groupe de travail « Education, jeunesse et droits de l'enfant », j'ai contribué à définir les thèmes des quatre dernières éditions du concours des Ecrits pour la fraternité, puis en qualité de membre de jury, enfin dans la production d'outils pédagogiques pour les

interventions LDH en milieu scolaire, extra-scolaire, et auprès d'adultes. Ces productions sont disponibles sur la plateforme Partage.

La LDH va continuer son travail de défense et de promotion des droits humains pour un prochain siècle d'existence. Notre société souffre : une démocratie à reconstruire, le besoin d'un réel engagement politique pour la défense des droits et des libertés.

La LDH a su occuper sa place dans ces luttes. Cependant, en interne, elle a aussi besoin de se reconstruire, besoin de démocratie. Pour participer à tous ces chantiers, avec un vécu, une expérience de terrain, je souhaite pouvoir me rendre utile en apportant ma part de réflexion, d'analyse et de mise en œuvre en toute humilité mais sans moins de rigueur et de conviction.

Né le 01-07-1954

Profession : retraité, anciennement directeur de cabinet d'une collectivité territoriale

Pas de responsabilités électives dans d'autres associations externes à la LDH.

Date d'adhésion : 1993 **Section de rattachement** : Saint-Nazaire

Responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la section de Créteil (1994-2002) ; président de la fédération du Val-de-Marne (1998-2000 puis 2002-2004) ; délégué régional Ile-de-France (2002-2003) ; trésorier section Saint-Nazaire (depuis 2023) ; co-animateur, depuis 2009, des collectifs « Votation citoyenne » puis « Droit de vote 2014 » puis « J'y suis, J'y vote » pour le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales ; co-animateur du groupe de travail « Maghreb-Moyen-Orient » (depuis 2016) ; secrétaire de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine au nom de la LDH (depuis 2019) ; membre du Bureau national (2003-2015 puis depuis 2017) ; secrétaire général (2005-2009) ; vice-président (2009-2015 et 2017-2022) ; membre du Comité national (2003-2015 puis 2017-2022, 2022-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

La LDH, association généraliste et pluraliste, est un lieu de débats et de convergences entre mouvement social et défense des droits, de tous les droits. Ce sont les raisons principales de mon engagement. Au tournant des années 1990/2000, la lutte des sans-papiers du Val-de-Marne m'a permis de concrétiser cette démarche. Aujourd'hui, à Saint-Nazaire, les questions environnementales mobilisent la LDH qui contribue à fédérer les acteurs locaux autour des questions de surmortalités liées aux pollutions industrielles.

La LDH est également présente sur de nombreux autres terrains sociaux, dans les quartiers populaires, sur les questions des discriminations, du racisme, de la précarité et l'exclusion sociale, politique et culturelle.

Ainsi nous militons pour la citoyenneté sociale, l'égalité femmes-hommes, les droits des étrangers et plus particulièrement, pour ce qui me concerne, autour des questions de démocratie posées par le droit de vote des résidents étrangers. Je conçois cette nouvelle candidature au Comité national dans la suite de mes engagements militants, dans une période politique sombre pour les droits, les libertés et la démocratie. Aujourd'hui, pour être utile, face aux menaces populistes et au danger de l'extrême droite en France et dans le monde, la question centrale pour la LDH, dans sa tradition unitaire, est de fédérer les différentes formes de résistance sociale et politique.

Né le 20-01-1987

Profession : juriste à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA)

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2019 **Section de rattachement** : hors section

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre de l'Observatoire parisien des libertés publiques ; participation aux travaux de la sous-commission C de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) au nom de la LDH sur les relations entre la police et la population.

Déclaration d'intention :

J'ai appris le travail militant au sein de la section du 12^e arrondissement de Paris et de l'Observatoire parisien des libertés publiques, co-fondé au printemps 2019 par la fédération de Paris de la LDH.

J'ai coordonné la rédaction du rapport de l'Observatoire intitulé « Contrôler, réprimer, intimider. Nasses et autres dispositifs d'encerclement policier lors des manifestations parisiennes ». Souhaitant faire connaître les travaux de l'Observatoire, j'ai co-rédigé deux articles dans la *Revue des droits de l'Homme*, sur la protection des observateurs et sur la pratique de la nasse au regard du droit européen des droits de l'Homme.

Etant docteur spécialisé en droit de l'Union européenne, je me suis également impliqué dans les activités de

plaidoyer pour la LDH à destination des institutions européennes et internationales, afin de faire connaître et de protéger le statut d'observateur indépendant.

Par ailleurs, je participe, depuis 2021, aux activités de la CNCDH au nom de la LDH et j'ai travaillé plus particulièrement sur l'avis de 2021 sur les rapports entre la police et la population, ainsi que sur le second avis de 2023 sur le même thème.

Professionnellement, je suis juriste en droit d'asile.

Souhaitant m'impliquer davantage au sein de la LDH et en faveur de la protection des droits, je souhaite participer pleinement au travail d'interpellation et de plaidoyer sur divers sujets et j'ai décidé de présenter ma candidature au Comité national.

Née le 25-04-1974

Profession : enseignante

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2006 **Section de rattachement :** Besançon

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : présidente de la section de Besançon (depuis 2022) ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Adhérente à la LDH depuis plus de quinze ans, je suis passionnée par les débats intellectuels autour des « droits de l'Homme », et surtout, ces droits ont toujours été au cœur de mes engagements. De façon générale je souhaite participer à la défense des droits de toutes celles et tous ceux qui, parce qu'ils ont une autre couleur de peau, viennent d'ailleurs, sont pauvres, sont fragiles en raison de leur âge ou de leur santé, ne sont pas écoutés ou parfois ne peuvent même pas s'exprimer, parce que la liberté a meilleur goût quand elle est partagée et se conjugue avec l'égalité et la fraternité.

Particulièrement révoltée par le sort des étrangers en France, je suis candidate à mon renouvellement au Comité national, tout en étant bien consciente que je n'ai pas été pleinement à la hauteur de ce qu'implique cette responsabilité. J'explique cela, sans l'excuser, par le fait que je suis également devenue présidente de la section de la LDH de Besançon, ce qui m'a demandé une mobilisation importante. Elle est maintenant mieux organisée grâce à un investissement important de nombre de ses membres. Quant à moi, je veillerai à être davantage à la hauteur de ce que cet engagement suppose si vous décidez de me faire à nouveau confiance.

Née le 10-01-1965

Profession : professeure des écoles retraitée

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2016 **Section de rattachement :** Dijon et agglomération

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : secrétaire de la section Dijon et agglomération (2022), membre du groupe de travail « Femmes, genre, égalité » (depuis décembre 2021) et du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites » (depuis décembre 2021) ; membre du comité régional Bourgogne (2023).

Déclaration d'intention :

Mes premières prises de conscience relatives à la nécessité de défendre les droits et les libertés, notamment face à la menace de l'extrême droite, remontent à l'adolescence. J'aime à me définir comme une militante de l'égalité, à la fois pour l'égalité en droits et pour l'égalité subjective, afin que chacun-e se sente l'égal-e des autres, ce qui nécessite de déconstruire stéréotypes et préjugés. Enseignante dans le premier degré, j'ai nourri mon enseignement de cet engagement, tout au long de ma carrière. J'ai eu la chance d'exercer des missions nationales dans ma fédération syndicale pendant neuf ans, missions centrées sur les droits et les libertés. J'ai ainsi œuvré dans plusieurs cadres unitaires sur des

questions féministes, contre les LGBTQIphobies, contre l'extrême droite et ses idées ; j'ai animé des formations syndicales et participé à la transmission et la vulgarisation d'analyses sociologiques ou historiques en particulier, sur des sujets comme l'antiracisme, l'éducation à l'égalité, la laïcité ou la lutte contre les lois sécuritaires et la répression... C'est à cette période que j'ai adhéré à la LDH, aux côtés de laquelle je me retrouvais régulièrement dans les mobilisations, dans la continuité de mes engagements. Nouvellement retraitée, j'ai dorénavant plus de temps pour m'investir davantage dans la LDH dont j'apprécie la dimension généraliste, avec la volonté d'œuvrer collectivement à améliorer l'articulation de ses différents niveaux d'action et de réflexion.

Né le 09-10-1938

Profession : agréé en architecture retraité

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de l'Association Roya Citoyenne.

Année d'adhésion à la LDH : 1997 **Section de rattachement :** Cannes-Grasse

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la section Cannes-Grasse (1998-2006 puis 2011-2015) ; délégué régional Paca (2016-2019) ; membre du groupe de travail « Droits des étrangers » ; membre du groupe de travail « Maghreb-Moyen-Orient » ; membre du Comité national (2009-2013 puis 2019-2022, 2022-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Je me présente aujourd'hui, à 85 ans, après une longue expérience d'élu au sein de la LDH. Ancien militant du MLAC, de la FCPE, de collectifs de sans-papiers et politiquement au PSU puis au PS de 1972 à 1994, avec mandats électoraux, j'ai adhéré à la LDH en 1997 et créé avec des amis la section de Cannes-Grasse.

Depuis, tout en gardant une attention particulière au droit des femmes et à la laïcité, et surtout aujourd'hui à l'avenir des deux peuples israéliens et palestiniens, je me suis particulièrement investi dans l'action pour les immigrés et les sans-papiers. En particulier avec le groupe de travail ad hoc, dans un environnement géographique où la frontière italienne et dans une certaine mesure la Méditerranée, commandent mes priorités d'action.

Et, compte tenu des propos de ministres qui bafouent trop souvent l'idée même de République, en reniant l'Etat de droit, qui oublie les obligations d'un gouvernement dont un des prédécesseurs a signé en 1989 la Convention internationale des droits de l'enfant qui leur fait obligation de prendre en charge tout mineur isolé, quel que soit son statut, étranger ou pas, je ne désespère pas un jour de voir notre association traduire l'Etat même en justice, pour tous ces manquements. Mais encore faut-il que nous nous mobilisions, en grand nombre, pour relever partout ces défaillances des pouvoirs publics, car cela représente un travail considérable. J'entends m'y investir.

Née le 24-11-1946

Profession : retraitée

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de France Palestine Solidarité 73 ; membre du Mouvement de la Paix, membre de l'Association quartier centre-ville (AQCV) Chambéry ; membre de l'Université populaire.

Date d'adhésion : 1985 **Section de rattachement :** Chambéry

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section Chambéry (depuis 2008 ; secrétaire de la section de Chambéry (2016-2021) ; secrétaire de la fédération de Savoie (depuis 2016) ; déléguée régionale suppléante Rhône-Alpes (2021-2023).

Déclaration d'intention :

C'est au cours du congrès de Bordeaux que se fera l'élection des nouveaux membres du Comité national (CN) après plusieurs fois où je n'ai pas osé me présenter. Pour moi, être à la LDH, c'est défendre ces droits si souvent bafoués par des politiques qui veulent se désengager au profit du privé. Que voit-on ? Notre Education nationale, le système de santé, le logement, et surtout la protection des salarié-e-s qui voient leur pouvoir d'achat diminuer. La protection des sources des journalistes d'investigation mise en brèche (Julian

Assange). Etre au Comité national, c'est un devoir de préserver tous les droits qui avaient été mis en place par le Conseil national de la Résistance. Etre à la LDH est primordial pour construire une société plus juste, être à côté des plus démunis et assurer leurs protections, face à ce rouleau compresseur que ce gouvernement met en place. Voici ce pourquoi je fais acte de candidature.

Né le 06-07-1958

Profession : cabinet d'assistance aux CSE (Comité social et économique)

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de la CGT Fédération des sociétés d'études ; membre de l'Union locale Paris13^e (commission formation).

Date d'adhésion : 2023 **Section de rattachement :** Paris 5/13

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites » (depuis 2012).

Déclaration d'intention :

Une arrivée au pouvoir des courants d'extrême droite en France est probable sans être pour autant inéluctable : cela dépend notamment de nous.

Je travaille (en signant René Monzat) sur les extrêmes droites en France et en Europe, par un suivi régulier, des publications de fond, l'animation de formations (notamment pour plusieurs syndicats), des réunions publiques. J'ai participé aux activités et publications de Ras l'Front de 1992 à 2004.

Je ne suis plus adhérent d'organisations politiques depuis 1992.

Je participe au groupe de travail de la LDH sur le sujet depuis longtemps, y compris en intervenant ou animant des débats publics organisés par le LDH, mais n'ai formalisé mon adhésion que l'an dernier.

Je suis convaincu que notre activité doit continuer à se développer sous plusieurs aspects :

- le suivi et les capacités de riposte au quotidien face à l'activité croissante des groupuscules qui sous traitent la violence et la radicalité du langage ;
- la participation, le renforcement ou la création de cadres de coopérations à l'échelle locale ;
- enfin l'essentiel : les « valeurs » d'autoritarisme, de compétition, d'acceptation des inégalités, l'individualisme du chacun contre tous ont gagné du terrain dans toutes les couches sociales. L'attitude fondée sur l'universalité des droits constitue une perspective radicalement différente. Il nous appartient de lui rendre ses capacités de séduction.

Dans ce cadre, je pense que ma candidature au Comité national pourrait être utile à la LDH.

Né le 13-08-1951

Profession : retraité de l'Education nationale ancien professeur d'histoire géographie en lycée (Nanterre et Paris-lycée Bergson) et conférencier (notamment à la Libre pensée).

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : trésorier du bureau de l'union départementale de l'Union des retraités FO de Paris.

Date d'adhésion : 2020 **Section de rattachement :** Paris 19

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau élargi de la section Paris 19 ; assiste aux réunions de la fédération de Paris mais n'est pas membre du bureau de la fédération.

Déclaration d'intention :

Je suis né le 13 août 1951, en Algérie. Aujourd'hui retraité de l'Education nationale après avoir été professeur d'histoire-géographie en lycée et conférencier en histoire aux cours de civilisation française de la Sorbonne, je souhaite présenter ma candidature au Comité national.

Je suis aussi syndicaliste et Libre penseur. Au sein de la LDH, je suis membre du bureau élargi de la section Paris 19 et j'établis les relations avec les élus, les organisations politiques et les associations partenaires de l'arrondissement. J'assiste aussi aux réunions de la fédération de Paris.

J'ai organisé, en juin 2013, un rassemblement pour commémorer le 115^e anniversaire des discours

pacifistes de Jean Jaurès. Plus de cent-trente personnes y ont participé ainsi que les députées et le maire du 19^e arrondissement.

En décembre 2023, j'ai co-organisé et co-animé une réunion publique sur la loi Darmanin. J'avais invité les députés des 19^e et 20^e arrondissement, une sénatrice, une représentante de la Cimade et de RESF. La salle du centre culturel et social était comble.

Je milite pour la justice sociale dans les syndicats et associations depuis l'âge de 17 ans. J'ai écrit de nombreux articles dans des revues d'histoire et de la Libre pensée. J'ai publié trois ouvrages d'histoire. Un quatrième est en cours d'édition. J'ai rejoint la LDH il y a trois ans et demi lors des manifestations contre les lois liberticides.

Né le 10-05-1990

Profession : expert communication et partenariats

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du bureau directeur de l'USW La Madeleine Handball.

Date d'adhésion : 2023 **Section de rattachement** : Lille

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites » (depuis 2023).

Déclaration d'intention :

Je souhaite par la présente lettre exprimer ma candidature à l'élection du Comité national. Bien qu'adhérent à la LDH depuis janvier 2023, j'ai pu suivre ses activités de près depuis plusieurs années et m'intéresser notamment à son travail de plaidoyer au niveau européen. En effet, j'ai travaillé pendant plus de dix ans au Forum civique européen, réseau associatif transnational, dont l'un des membres fondateurs fut la LDH. A travers cette expérience, j'ai pu échanger et collaborer régulièrement avec des membres élus et salariés de la LDH sur diverses questions, notamment les libertés publiques en France et en Europe.

C'est donc tout naturellement que je me suis rapproché de la section lilloise, où je réside, afin de m'investir

davantage dans l'organisation et parfaire ma formation militante. Je fais depuis partie du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites ». Ce sujet me tient particulièrement à cœur, alors même que les élections européennes approchent et qu'une convergence des mouvements conservateurs, xénophobes est observée au niveau européen, affectant également le discours dans l'espace public en France.

J'espère à travers ma candidature pouvoir apporter une contribution modeste mais dynamique au sein du Comité national sur les sujets transnationaux, mais j'espère aussi bénéficier de l'intelligence collective des autres membres pour poursuivre la lutte pour l'accès aux droits pour toutes et tous menée par la LDH depuis des décennies.

Née le 01-10-1954

Profession : magistrate, présidente de chambre honoraire de cour d'appel

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : ex-présidente du Syndicat de la magistrature ; membre du bureau de l'Appel des appels ; membre du bureau de la Fondation Copernic.

Date d'adhésion : 2000 **Section de rattachement** : Dole (Jura)

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coresponsable du groupe de travail « Justice-Police » (depuis 2012) ; référente du groupe de travail « Prisons » (depuis 2022) ; membre du Bureau national (2022-2024) ; membre du Comité national (2005-2017 puis 2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

J'ai été plusieurs fois membre du Comité national et je suis élue au Bureau national depuis deux ans.

Je suis référente du groupe de travail « Prisons » et co-animatrice du groupe de travail « Justice-Police ». J'ai rédigé des notes pour la LDH sur différentes lois (loi confiance en la justice, loi responsabilité pénale, loi orientation ministère de l'Intérieur...), sur les mineurs et sur les infractions sexuelles. J'ai écrit la contribution de la LDH sur la justice pénale aux Etats généraux de la justice, que j'ai reprise dans une tribune dans *Le Monde*.

Je défends très souvent les positions de la LDH dans les médias (LCI, BFM, C dans l'air, France Info et France 24 et presse écrite).

J'ai été entendue à plusieurs reprises à l'Assemblée nationale ou au Sénat sur des projets ou propositions de loi. Je suis intervenue au nom de la LDH à de nombreux colloques (prisons, lanceurs d'alerte, Etat de droit, police, assises des libertés, application des peines, 40^e anniversaire de la marche pour l'égalité).

Magistrate honoraire, j'ai exercé les fonctions de juge des enfants, juge d'instruction, présidente de correctionnelle, assises, et présidente de chambre sociale (droit du travail) en cour d'appel. J'ai aussi des engagements dans d'autres associations (Amnesty international, Appel des appels, Fondation Copernic) et au Syndicat de la magistrature dont j'ai été la présidente.

Né le 15-07-1952

Profession : statisticien-économiste

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du Comité d'éthique professionnelle de l'Institut international de statistique ; membre du Conseil d'administration de la fédération de Paris de la Ligue de l'Enseignement.

Date d'adhésion : 1998 **Section de rattachement :** Paris 5-13

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coresponsable du groupe de travail « Europe » (depuis 2006) ; représentations de la LDH au Forum civique européen (vice-président) et au Crid (membre du Conseil d'administration et à Coordination Sud comme vice-président) ; animateur pour la LDH des Universités d'été des mouvements sociaux (nationales et européennes) ; personne ressource « accords de libre-échange » et « statistique publique » ; membre du Bureau national (2013-2019) ; membre du Comité national (2007-2019 puis 2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Mon premier contact avec la LDH remonte à 1977 (droits des soldats).

Pendant mon mandat (deux ans) j'ai représenté activement la LDH :

- au Forum civique européen (vice-président), réseau d'associations dans l'Union européenne (UE) et les Balkans. En lien avec le Bureau national, j'ai suivi les questions d'Etat de droit, de crise de la démocratie, des régulations européennes pour les applications d'intelligence artificielle ;

- au Crid, réseau d'associations du développement, que je représente à la plateforme Coordination Sud (vice-président), j'ai suivi les sujets de financement du développement et des droits humains en lien avec le développement.

J'ai aussi activement assuré le suivi LDH pour :

- l'ensemble des sujets liés à l'UE, avec la coresponsabilité du groupe de travail « Europe » ;

- des questions internationales (dont l'Ukraine...) ;

- l'organisation des Universités d'été des mouvements sociaux (Mönchengladbach, Bobigny) et du Festival Sabir (initiative européenne sur les migrations en Méditerranée) ;

- nos prises de positions sur les accords de libre-échange ;

- les enjeux « droits humains » dans la statistique publique (« ethnicisation », algorithmie...).

Je contribue à la revue *Droits & Libertés*.

Un nouveau mandat me permettrait de poursuivre mes apports au Comité national sur les dimensions européenne et internationale de nos débats nationaux, et de porter nos combats dans l'espace européen au travers de la structuration de son pilier associatif progressiste.

Née le 21-04-1965

Profession : avocate

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 1994 **Section de rattachement :** Paris 10/11

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section Paris 10/11 (2018-2020) ; membre du groupe de travail « Justice-Police » (depuis 2017) ; membre suppléante de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH) au titre de la LDH ; représentante de la LDH au sein du Collectif pour une nouvelle politique des drogues (CNPD) ; référente des observatoires des pratiques policières (depuis 2019) ; membre du Bureau national (depuis 2020) ; membre du Comité national (2019-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

A la CNCDDH, je défends les valeurs de la LDH, singulièrement contre les lois de répression, les discriminations et pour l'égalité hommes-femmes. J'interviens auprès des parlementaires, des médias.

Référente des observatoires des pratiques policières, j'ai participé à la création d'observatoires à l'initiative de sections et travaillé à la protection juridique des observateurs, contribuant au chemin parcouru depuis la résolution du Comité national sur les modes d'observation jusqu'au travail à Sainte-Soline, qui a tant fait réagir M. Darmanin et Mme Borne...

Avec d'autres ligueurs, nous luttons contre les amendes forfaitaires touchant les jeunes de quartiers populaires et

les militants locaux : rédaction de modèles de contestation, tenue de permanences et organisation avec le Syndicat des avocats de France (Saf) et le Syndicat de la magistrature (SM) d'une journée d'étude sur l'amende forfaitaire délictuelle.

En lien avec le service juridique, je travaille à la rédaction des fiches « Nos droits », du guide du manifestant...

A l'invitation des sections, j'anime des débats.

Comme à d'autres moments de son histoire, contre la perspective de l'extrême droite au pouvoir, la LDH va devoir élargir son champ d'intervention avec toutes les forces syndicales, associatives et politiques qui s'y opposent. Cela va être une composante essentielle du travail du Comité national et c'est aussi le sens que je veux donner à ma candidature au service d'une équipe de direction collégiale.

Née le 30-01-1965

Profession : avocate

Responsabilité élective et associative externe à la LDH : cofondatrice de l'Observatoire de la liberté de création en 2002.

Date d'adhésion : 1997 **Section de rattachement :** Paris 10/11

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du Bureau national (2005-2008) ; membre du Comité national (2000-2013, 2017-2019 puis 2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

J'ai participé aux débats et assuré la représentation de la LDH dans diverses procédures remettant en cause la liberté de la presse (affaire Mediapart) et la liberté de création et de diffusion des œuvres (affaire Palais de Tokyo). Nous avons entamé une procédure devant le tribunal administratif de Paris contre un arrêté de Darmanin qui a interdit un livre pour adolescents et nous allons remettre en cause la loi de 1949 qui permet au ministre de l'Intérieur de censurer les livres.

Le retour de l'ordre moral s'aggrave et l'extrême droite a fait de la culture l'un de ses champs de bataille. Nous voyons monter les groupes religieux extrémistes qui empêchent les concerts, sabotent les spectacles et souhaitent désormais réguler, comme c'est déjà le cas

aux Etats-Unis, tout ce qui est accessible aux mineurs (programmes scolaires, ouvrages présents dans les bibliothèques, films, spectacles, etc.), pour imposer leur vision étroite et religieuse.

Cette bataille culturelle va devenir, dans les années qui viennent, de plus en plus intense. La pression sur les élus et les institutions culturelles va aller croissante. L'Observatoire de la liberté de création devient une association dont je suis la première présidente, dans laquelle chaque organisation qui le compose aura toute sa place et je veillerai, en tant qu'élue, à ce que les actions de la LDH et de l'Observatoire soient coordonnées dans la confiance et la transparence. De grands projets nous attendent qui feront appel aux sections.

Né le 08-08-1959

Profession : cadre dans la fonction publique territoriale

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 1998 **Section de rattachement :** Roubaix-Tourcoing-Vallée de la Lys

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : secrétaire de la section de Roubaix-Tourcoing-Vallée de la Lys (depuis 2019) ; secrétaire du comité régional des Hauts-de-France (depuis 2023) ; délégué régional Hauts-de-France (2017-2022) ; membre du groupe de travail « Laïcité » (depuis 2013).

Déclaration d'intention :

Juriste de formation, j'ai commencé à militer en m'engageant dans le syndicalisme étudiant, à travers la lutte contre le projet de loi Devaquet, en 1986. J'ai ensuite réparti mon engagement entre plusieurs associations locales citoyennes, sociales et environnementales.

Mon activité professionnelle m'a sensibilisé à certaines réalités, dont celle des parcours et des destins de sans-papiers en demande de régularisation. Cela m'a conduit vers la LDH.

Longtemps simple adhérent de la section de Roubaix, je me suis engagé localement davantage, à la faveur de diverses campagnes, notamment sur le droit de vote des étrangers, en participant aux permanences d'accès aux droits, en essayant de rester en veille sur les petites décisions liberticides dont les autorités locales raffolent...

Investi au niveau régional, j'ai été acteur de la fusion des comités régionaux de Picardie et du Nord-Pas-de-Calais, en un comité régional des Hauts-de-France. Je suis actuellement secrétaire de ce comité. Pendant ces années, nous avons développé des actions à caractère pédagogique : un concours de plaidoiries, une exposition sur les fusillés pour l'exemple de la Première guerre mondiale et une autre sur l'abolition de la peine de mort.

Je suis avec attention les travaux du groupe de travail « Laïcité ».

Je souhaite, en m'engageant au Conseil national, participer à la définition de nos positions qui ont besoin d'être diffusées plus que jamais face à la montée des discours porteurs de haine et d'exclusion.

Née le 23-09-1956

Profession : retraitée

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du conseil d'administration de la Ligue de l'enseignement (2005-2013), membre du bureau puis vice-présidente de la Fol 93 (2003-2009), députée européenne (2009-2019).

Date d'adhésion : 1983 **Section de rattachement :** Saint-Denis Plaine commune

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : présidente de la section de Saint-Denis Plaine commune (2000-2006) ; présidente de la fédération de Seine-Saint-Denis (2001-2008) ; présidente de la commission « Droits économiques et sociaux » (1995-2000) ; coresponsable du groupe de travail « Travail, économie et droits de l'Homme » (2000-2009) ; coresponsable du groupe de travail « Femmes, genre, égalité » (depuis 2022) ; membre du comité de rédaction de *Droits & Libertés* (depuis 2020) ; représentante de la LDH au comité exécutif d'Euromed Droits (2021) ; vice-présidente (depuis 2019) ; membre du Comité national (1994-2009 puis 2019-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

J'ai été, durant tout ce mandat, vice-présidente de la LDH et j'ai suivi tout particulièrement les questions migratoires en participant à de nombreux débats et en écrivant ou contribuant à différents articles et ouvrages.

J'ai aussi activement participé à la réflexion sur l'avenir de la LDH notamment en ce qui concerne le nom.

Durant les deux dernières années j'ai accompli mon mandat dans le cadre du binôme avec le président. Ces années ont été particulièrement denses en termes de recul des droits. Cela m'a conduite à investir le champ « Démocratie, droits et libertés » en essayant de mettre mes expériences et contacts au service de la LDH afin d'élargir encore et encore ses partenariats.

Enfin, j'ai rejoint l'animation du groupe de travail « Femmes, genre, égalité » où les défis ne manquent pas face aux violences que continuent à subir les femmes et à la recrudescence du machisme.

J'ai découvert l'ampleur du travail de la présidence de la LDH et ses multiples facettes qui ne peut être accompli sans le soutien de la très belle équipe salariée du siège. Nous l'avons vu au printemps dernier face aux menaces de G. Darmanin et E. Borne, suivies d'un formidable mouvement de solidarité qui nous a conduits à relever le défi de l'accueil des nouveaux adhérents et adhérentes.

Beaucoup reste à faire, je sollicite donc un nouveau mandat pour poursuivre ce travail en privilégiant tout ce qui peut permettre de construire une alternative face à la banalisation des idées d'extrême droite.

La commission des biographies, informations prises, ne peut pas confirmer que les activités évoquées ci-dessous aient été effectuées au nom de la LDH.

Né le 22-11-1970 **Profession :** principal d'un collège

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du comité départemental 51 de la MGEN ; membre du conseil syndical académique du SNPDEN-Unsa (Reims) ; secrétaire adjoint de l'association des centres de vie et de soins de Cayeux-sur-Mer ; membre du Comité national de la Société des agrégés de l'université ; membre de SOS Racisme.

Date d'adhésion : 1998 puis depuis 2018 **Section de rattachement :** Reims

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : militantisme de terrain et de réseaux ; membre du groupe de travail « Démocratie économique, Travail et droits de l'Homme » et « Education, jeunesse et droits de l'enfant », Antifa, etc. ; relais d'initiatives vers le monde scolaire ; relais d'opinion et d'influence.

Déclaration d'intention :

Militant humaniste de longue date, engagé dans différentes organisations associatives, mutualistes, syndicales, humanitaires, je souhaite m'impliquer davantage au niveau national pour la LDH dans un contexte préoccupant de dérives extrémistes et de pérennisation du Rassemblement national (RN), avec notamment la dernière loi dite « immigration » qui pérennise quasiment le programme du RN.

C'est en conscience, en tant que cadre de l'Education nationale, principal de collège, et père de 3 enfants, que je souhaite m'impliquer publiquement pour défendre nos valeurs humanistes républicaines dans l'esprit de nos fondateurs et de tant d'autres militants qui ont su défendre nos valeurs universalistes des Lumières face aux

obscurantismes et face aux dérives fascisantes.

Petit-fils de grands-parents polonais paternels ayant fui la Pologne au début du vingtième siècle, je mesure bien la nécessité de la lutte contre toutes les formes de discrimination d'où mon engagement avec SOS Racisme avec qui nous avons été les pionniers des testings de discothèque dans les années 90 et avec qui nous avons fait condamner Jean-Marie Le Pen en première instance en 2002 en ayant failli le rendre inéligible.

J'ai donc l'honneur de présenter ma candidature au Comité national de la LDH à un moment où l'Education nationale aussi subit des dérives discriminatoires à tous les niveaux. En vous remerciant par avance de bien vouloir accepter cette candidature.

Née le 02-05-1982

Profession : en charge des questions européennes au sein de la CGT

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du bureau et vice-présidente du groupe « Droits fondamentaux » du Comité économique et social européen ; membre du Comité exécutif du Centre international pour les droits humains et syndicaux (ICTUR).

Date d'adhésion : 2015 puis 2023 **Section de rattachement** : Paris 20

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : militante.

Déclaration d'intention :

La défense des droits humains fait partie intégrante de mon histoire familiale et j'ai décidé, plus tard, d'en faire mon métier en devenant avocate.

J'essaie aujourd'hui, dans un cadre professionnel qui se déploie à l'échelle européenne et internationale, de défendre au mieux ces valeurs et principes qui me sont si chers.

Compte tenu notamment de l'évolution de la situation politique en France, je souhaite dorénavant m'impliquer activement au niveau national. Je ressens une réelle urgence à agir dans mon pays et c'est pourquoi j'aspire à m'engager davantage.

J'espère sincèrement, par cette candidature au Comité national, pouvoir être utile à la LDH et contribuer efficacement au travail collectif.

Né le 16-06-1976

Profession : avocat au Barreau de Paris

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2015 **Section de rattachement** : Paris 11

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du Bureau national (depuis 2018) ; membre du Comité national (2017-2022, 2022-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Au cours du mandat écoulé, je me suis concentré sur les relations avec les sections locales afin de raffermir les relations avec le national. L'augmentation subite du nombre d'adhérents, depuis la communication sur les observations de Sainte-Soline par les observateurs des pratiques policières et les tentatives d'intimidation du ministre de l'Intérieur, a rendu plus que jamais nécessaires des liens étroits entre le national et les sections locales. J'ai également poursuivi mon travail judiciaire au profit de la LDH notamment devant les juridictions pénales en matière de droit de la presse. Les résultats des poursuites sont prometteurs mais évidemment insuffisants. L'explosion des actes

antisémites et racistes, notamment depuis le 7 octobre 2023, rendent encore plus nécessaire le travail collectif avec les organisations antiracistes de manière à élaborer une stratégie qui conjuguerait l'action juridique à l'action politique et médiatique à la hauteur des nouveaux enjeux. La proximité d'une élection présidentielle au cours de laquelle le Rassemblement national, parti d'extrême droite, serait favori, devient une réalité. Il nous faut nous préparer à cette perspective. La LDH doit prendre la mesure de son importance dans le paysage politique, à un moment où la classe politique qui porte nos valeurs est fragilisée. Elle aura plus que jamais la fonction de plateforme pour la société civile.

Né le 02-12-1954

Profession : retraité, ex-journaliste (*Antirouille, La Gueule ouverte, Evénement du jeudi, La Vie, Témoignage chrétien, Verts Europe*), enseignant-formateur en communication (Cleml, Paris VIII, VII).

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : ex-conseiller régional Ile-de-France (1992-1996), ex-conseiller Paca (2004-2009), maire adjoint Noisy-le-Grand (1995-2001), député européen (2004-2014), secrétaire national des Verts (1995-2001 - gauche plurielle), primaire de la gauche 2017, membre du Cese (1999-2004 puis 2015-2021).

Date d'adhésion : 2015 **Section de rattachement :** Marseille

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre actif de la section de Marseille et participation aux manifestations. Soutien à la FIDH (2004-2014).

Déclaration d'intention :

Plus que volontaire pour être membre du Comité national dans cette période de progression des extrêmes droites, de restrictions des libertés, de conflits internationaux dramatiques (Israël-Palestine, Ukraine, Arménie...).

Je suis également disponible pour intervenir en sections locales comme j'ai pu animer une réunion publique sur l'écologie, en 2023, à Béziers.

Enfin, si mon activité militante avec les différentes formations des gauches et des écologues n'a jamais cessé, j'ai décidé volontairement depuis quelques années (2017) d'arrêter ma « carrière » politique, c'est à dire de ne plus rechercher des postes d'élu, place aux autres. J'ai aussi apprécié mes mandats et travaux au Cese, instance sous-estimée et sous utilisée par l'Etat. Bref, priorité à la LDH dans mon investissement militant !

Né le 16-11-1984

Profession : éducateur spécialisé

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du parlement du parti Génération.s.

Date d'adhésion : 2019 **Section de rattachement :** Toulouse

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coprésident de la section de Toulouse (2021-2023) ; président de la section de Toulouse (depuis 2023).

Déclaration d'intention :

Après une année marquée par les multiples attaques contre la LDH, de nombreuses et nombreux citoyens nous ont rejoints, marquant pour la LDH une année qui semble exceptionnelle tant en négatif (puisque l'Exécutif n'hésite plus à nous exclure des valeurs républicaines) qu'en positif, avec tant de nouveaux membres.

Ces mêmes attaques ont fait changer également ma propre conception de notre association, me poussant à m'engager sinon davantage, du moins différemment. Je souhaite donc candidater pour le Comité national.

Il me semble nécessaire de continuer la démarche Avenir de la LDH, déjà débattue au dernier congrès

et à l'ordre du jour du prochain, pour trouver une nouvelle place dans la société. Nous sommes une association écoutée, mais souvent jugée comme étant loin de la réalité, alors que de nombreuses initiatives (interventions en milieux scolaires, observatoires, projet CQFD...) sont innovantes et parlent à nos concitoyens, quand ceux-ci arrivent à voir l'ampleur de ses actions.

Je voudrais finir par cette lutte nécessaire contre les idées de l'extrême droite, qui gagnent partout dans le monde, en Europe, et en France. Je suis convaincu que ce bord politique ne rend jamais le pouvoir pacifiquement, quand il l'a. C'est donc également pour lutter contre ces dangers que je voudrais participer au Comité national.

Né le 05-10-1980

Profession : informaticien (administrateur réseau)

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : bénévole au sein de l'association Paris en compagnie.

Date d'adhésion : 2017 **Section de rattachement :** LDH Paris 18

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la section Paris 18 (2020-2021) ; coprésident de la section Paris 18 (depuis 2021).

Déclaration d'intention :

Je présente ma candidature au Comité national car je suis très intéressé par la vie associative de la LDH depuis 2017, année de mon adhésion à la section de Paris 18.

Je commence ma troisième année de coprésidence de la section qui m'a permis de gérer plusieurs situations concernant principalement le suivi des demandeurs d'asile dans notre quartier. La défense des droits des demandeurs d'asile a besoin d'être portée à un niveau plus élevé à la LDH, de même que la défense des droits des personnes sans papiers, dont j'ai moi-même fait partie.

Notre section a récemment envisagé de créer une équipe en lien avec l'Observatoire des libertés publiques de la LDH : j'ai été chargé de la coordination de cette équipe.

J'ai porté les voix de la section au congrès de Saint-Denis, en 2019, puis à celui de Marseille, en 2022. Cela nous a permis de comprendre le fonctionnement de la LDH et de donner plus de sens à notre activité.

Ma section compte sur moi pour porter les propositions qui sont indispensables au niveau national concernant les droits des personnes étrangères, dont les demandeurs d'asile. En participant au Comité national, je voudrais pouvoir mieux comprendre l'organisation d'une structure bien organisée sur tout le territoire national, comme la LDH. Je vous remercie de retenir ma candidature pour le Comité national.

Née le 01-12-1977

Profession : chargée de mission au sein de l'association la Cité solidaire

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : présidente de l'Association culturelle des marocain-e-s de Nanterre (Amana) ; trésorière de Cercle Eugène Delacroix ; secrétaire adjointe des Elus locaux contre le sida (ELCS) ; secrétaire adjointe de la Convention pour une sixième République.

Date d'adhésion : 2003 **Section de rattachement :** Nanterre

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : secrétaire (2004), trésorière (2005), présidente de la section de Nanterre (2006-2008) ; membre du comité régional Ile-de-France (2011-2012, 2018-2020) ; présidente de la fédération des Hauts-de-Seine (2012-2014 et depuis 2017) ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Durant ce mandat, je me suis attachée à représenter la LDH dans diverses manifestations et revendications qui me sont chères.

J'ai régulièrement participé aux réunions du collectif « J'y suis, j'y vote » pour le droit de vote des résidents et co-organisé certains événements en lien avec ce sujet : une réunion européenne à Amiens le 1^{er} avril 2023 ; un colloque à l'Assemblée nationale suivi d'un webinaire européen, le 26 avril 2023, à l'occasion de la Journée internationale du droit de vote pour tous ; intervention lors d'un atelier de l'Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités, à Bobigny, le 25 août 2023, et lors des Universités européennes contre le racisme et les discriminations, le 27 octobre 2023.

Durant ce mandat, je me suis également mobilisée pour la Palestine. Ainsi à l'occasion de la libération de Salah Hamouri, j'étais présente à Roissy lors de son arrivée, le 18 décembre 2022. J'ai participé aux manifestations nationales, fin 2023, et au meeting de la Paix, le 4 novembre 2023, à Paris. J'ai aussi participé aux manifestations contre la loi asile immigration en 2022 et en 2023. J'ai représenté la LDH à l'Université d'été européenne des mouvements sociaux, à Mönchengladbach, en Allemagne, le 17 août 2022, avec une intervention lors de la session inaugurale.

Enfin, j'étais présente à la Fête de l'Huma 2023 pour tenir le stand et je suis intervenue dans d'autres événements au nom de la LDH.

Née le 03-07-1953

Profession : psychosociologue

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : administratrice d'ARC A (association de prévention spécialisée à Paris) ; membre choisie du comité scientifique du Comité d'histoire de la politique de la ville.

Date d'adhésion : 2009 **Section de rattachement :** Paris 10/11

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coresponsable du groupe de travail « Laïcité » (depuis 2017) ; publication d'articles dans *Droits & Libertés* ; membre du Comité national (2011-2015 puis 2017-2022, 2022-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Par ce texte, je pose ma candidature pour être de nouveau membre élue du Comité national (CN) de la LDH. Impliquée dans l'association depuis plusieurs années et élue au CN depuis 2017, je mesure dans la période sociale et politique actuelle toute l'importance de la LDH, de la défense des droits et des libertés, son rôle par son action dans le débat public. Je souhaite continuer à participer à ce combat collectif. Au cours de mon mandat d'élue, j'ai participé régulièrement aux réunions du CN et suis intervenue dans les échanges collectifs en particulier aux réflexions sur les droits des familles et des jeunes dans les quartiers populaires urbains. J'ai participé à des temps de

travail avec les groupes de travail et avec les régions ou les sections locales intéressées par ces sujets. Je co-anime depuis plusieurs années le groupe de travail national « Laïcité ». J'ai aussi participé aux travaux de la LDH sur les questions sécuritaires dans les quartiers populaires et à la publication de *Droits & Libertés*. En tant que chercheuse psychosociologue impliquée depuis de nombreuses années dans les politiques publiques de jeunesse et territoriales, je vise à partager avec la LDH ces acquis et à contribuer aux implications militantes de la LDH sur ces sujets. Ainsi, en tant qu'élue au Comité national, je souhaite, si je suis élue, participer aux choix stratégiques de la LDH, à son développement et à ses actions.

Né le 24-08-1995

Profession : enseignant – IUT de Ville d'Avray, chargé de mission égalité et non-discrimination de l'université Paris Nanterre

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : activiste à Alternatiba-Paris (association pour les luttes environnementales et sociales) ; militant à ZéroMillions (association pour l'équité contraceptive et accès aux contraceptions testiculaires).

Date d'adhésion : 2020 **Section de rattachement :** intercommunale l'Haÿ-les-Roses Val de Bièvre

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section intercommunale l'Haÿ-les-Roses Val de Bièvre (depuis 2021) ; secrétaire de la section intercommunale l'Haÿ-les-Roses Val de Bièvre (depuis 2022) ; co-organisateur du Forum des droits de l'Homme (événement inter-associatif du Sud de Paris - décembre 2022) ; co-animateur de la cellule « Discriminations » de la section intercommunale l'Haÿ-les-Roses Val de Bièvre ; coresponsable du groupe de travail « Environnement, écologie et droits de l'Homme » (depuis 2023).

Déclaration d'intention :

J'ai engagé mes réflexions militantes par le prisme environnemental et les luttes féministes. J'ai adhéré à la LDH pour ses valeurs : la défense des droits universels et effectifs pour tou-te-s ici comme ailleurs, piliers fondateurs de notre démocratie.

Je milite au sein de ma section où j'ai contribué à des projets concrets : création d'une permanence de lutte contre les discriminations ; organisation d'un événement pédagogique sur quinze jours : le Forum des droits de l'Homme. J'ai aussi rejoint les groupes de travaux « Logement » et « Environnement, écologie et droits de l'Homme » avant de co-animer ce dernier depuis plus d'un an.

Les crises environnementales dramatiques vont nécessiter des changements profonds de notre

société. Je souhaite contribuer aux positionnements environnementaux de la LDH, en lien avec les autres organisations, pour que les solutions soutenues respectent à la fois les libertés et droits fondamentaux, mais aussi les enjeux sociaux et les principes démocratiques.

Je souhaite également contribuer à l'égalité, l'accès et l'effectivité des droits pour tou-te-s et porter des approches pour lutter contre les stéréotypes et préjugés discriminatoires en particulier dans une société où le racisme, le masculinisme, les lgbtqi-phobies sont enracinés.

Enfin, face à la banalisation voire la promotion des idées réactionnaires et d'extrême droite, je souhaite m'investir dans le combat contre la xénophobie, les discours de haine et l'autoritarisme voire le fascisme.

Née le 15-04-1992

Profession : juriste (fonctionnaire, attachée territoriale)

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : bénévole à la Cimade de Strasbourg ; représentante « prison » au comité régional Grand Est de la Cimade.

Date d'adhésion : 2017 **Section de rattachement :** Strasbourg

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : secrétaire et vice-présidente de la section Strasbourg (2018-2019) ; présidente de la section Strasbourg (depuis 2020) ; membre de l'Observatoire strasbourgeois des libertés publiques (depuis 2021).

Déclaration d'intention :

Actuellement présidente de la section strasbourgeoise de la LDH depuis 2020, je présente ma candidature au Comité national. Titulaire d'un master en droits de l'Homme, je suis juriste en droit de la fonction publique. C'est pendant mes études de droit que je me suis intéressée aux libertés publiques. Je suis partie en mission humanitaire l'été 2015 afin de promouvoir les droits de l'Homme et agir pour leur protection dans le cadre d'une ONG locale. C'est suite à cette expérience au cœur des prisons togolaises que j'ai d'ailleurs choisi pour mon mémoire de master un thème lié au milieu carcéral et à la justice administrative. C'est en ce sens que je suis investie auprès de la Cimade dans le cadre de permanences juridiques en droit des étrangers à la maison d'arrêt de Strasbourg depuis 2017.

Soucieuse de la protection des libertés publiques au sens large et active quotidiennement à mon échelle, je me suis rapprochée au sein de la LDH en novembre 2016. Depuis, je me suis investie au mieux pour faire vivre la section de Strasbourg, promouvoir les droits de l'Homme pour lesquels nous nous battons, être au cœur des urgences locales et nationales et faire partie des divers collectifs de lutte. En outre, je suis active au sein de l'Observatoire strasbourgeois des libertés publiques, dont je suis l'une des membres fondatrices.

Comme le dit la LDH, nous avons toutes et tous un rôle à jouer, et je souhaite renforcer mon investissement auprès de la LDH en intégrant le Comité national.

Née le 14-06-1966

Profession : avocate

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2023 **Section de rattachement :** Paray-le-Monial

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : présidente adjointe de la section de Paray-le-Monial (depuis 2024).

Déclaration d'intention :

Si la « victoire idéologique » dont s'est targuée Marine Le Pen, le 19 décembre 2023, à l'issue du vote de la loi immigration, n'est pas totale, notre pays emprunte une voie dangereuse qui l'expose, chaque jour un peu plus, à des atteintes répétées à l'Etat de droit.

Avocate, je suis particulièrement sensible à ce risque et par ailleurs désireuse d'exercer dorénavant mon métier tout en m'investissant dans des activités militantes.

En effet, l'indignation n'a de sens que si elle se prolonge par l'engagement. C'est cette raison qui m'a décidée à rejoindre les rangs de la LDH. Récemment Bourguignonne, j'ai contacté la section de Paray-le-Monial.

Or, cette ville est l'un des avant-postes de la droite identitaire, mouvance idéologique qui y exerce malheureusement une influence tantôt sournoise, tantôt décomplexée, toujours délétère sur la vie locale.

Discriminations envers les homosexuels, thérapies de conversion, discriminations à l'encontre des femmes, crèches installées dans les locaux municipaux... autant de pratiques qui ont trouvé à Paray-le-Monial notamment, un terreau propice à leur épanouissement avant que d'être dénoncées dans les médias nationaux.

Détecter les atteintes à l'Etat de droit et les discriminations, les analyser pour les combattre, voilà ce à quoi je souhaite contribuer par ma participation au Conseil national.

Né le 22-07-1986

Profession : cadre dirigeant

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : présidence d'une compagnie (Théâtre des Lunes errantes), présidence de l'amicale de l'orgue d'Aubervilliers (Le Rossignol des Vertus), trésorerie d'une association accueillant des résidences artistiques (La Curie).

Date d'adhésion : 2014 **Section de rattachement :** Saint-Denis Plaine commune

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la section Saint-Denis Plaine Commune (2016-2019), coresponsable du groupe de travail « Environnement, écologie et droits de l'Homme » (2019-2024), membre de l'équipe d'animation de l'Observatoire des pratiques policières de Seine-Saint-Denis (2019-2024), membre du Bureau national (2021), secrétaire général adjoint (2022), membre du secrétariat général (2023), membre du Comité national (2019-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Depuis mon élection, j'ai tenté de contribuer de mon mieux au fonctionnement de la LDH, à son amélioration et à son évolution vers plus de collégialité, notamment depuis deux ans au sein du secrétariat général.

Je suis heureux d'avoir aidé à mener à bien l'évolution du mandat de notre association pour lui permettre d'intervenir plus directement sur les enjeux écologiques, notamment en rapportant la résolution « Environnement, écologie et droits » au congrès de Marseille, fruit d'un travail collectif du groupe de travail Environnement et d'échanges avec les sections. Nous nous efforçons depuis de les accompagner dans la mise en œuvre du texte, y compris face aux projets anti-écologiques ou aux entraves à l'action des défenseurs des droits en matière d'environnement.

À la jonction avec ces enjeux, j'ai pris part à l'observation de la manifestation contre les méga-bassines à Sainte-Soline, puis à la rédaction et à la présentation du rapport qui nous a valu les attaques du gouvernement. Cela m'a mieux fait comprendre à la fois les dangers qui pèsent sur les libertés et la démocratie lorsque les pouvoirs publics entendent ne plus mettre en œuvre les principes de l'Etat de droit, et le rôle d'organisations comme la LDH pour les rappeler, les défendre et, à certains moments, les incarner, ce qui nous donne une responsabilité particulière.

Je souhaite continuer à soutenir la direction dans la période à venir pour contrecarrer la propagation des idées anti-démocratiques venant des extrêmes droites.

Née le 07-02-1956

Profession : retraitée de l'Éducation nationale

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : secrétaire générale adjointe du syndicat SEP-Unsa (1989-1998) ; députée européenne (2004-2014).

Date d'adhésion : 1990 **Section de rattachement :** Auch-L'Isle Jourdain

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : présidente de la section d'Auch-L'Isle Jourdain (Gers) (1993-1998 puis 2017-2018), secrétaire de la section de Auch-L'Isle Jourdain (depuis 2018) ; présidente de la fédération du Gers (1995-1998) ; déléguée Midi-Pyrénées (1996-1998) ; membre du Bureau national (2015-2016) ; vice-présidente (2017) ; membre du Comité national (2015-2019).

Déclaration d'intention :

La LDH est mon premier engagement civique et politique. Cette adhésion aux valeurs, principes et actions de la LDH a structuré depuis 1990 mes actions et prises de positions syndicales, associatives et politiques y compris lors de mandats d'élue au niveau national et au Parlement européen.

Les années passées au Comité national puis au Bureau national comptent parmi les périodes les plus denses de réflexion, d'analyse et de prises de décisions. En 2019, je n'ai pas souhaité reconduire mon mandat pour des raisons professionnelles et personnelles. Depuis 2019, avec le président de la section d'Auch-L'Isle Jourdain, notre objectif est d'assurer la présence de la LDH dans le département du Gers dans les luttes et les mobilisations sociales et politiques :

- soutien aux collectifs d'accueil de migrants ;
- présence au Collectif pour une paix juste et durable ;
- présence au collectif de travail sur la qualité de l'eau avec Amis de la Terre ;
- soutien aux actions syndicales sur l'offre de santé dans le Gers.

Si, aujourd'hui, je décide de représenter ma candidature au Comité national (CN), c'est que, à la retraite depuis un an, je suis de nouveau disponible pour apporter ma contribution aux travaux du CN.

C'est aussi que j'éprouve de nouveau le besoin de vivre ces moments forts d'échanges et de réflexions collectives que sont les réunions du CN et des groupes de travail.

Né le 19-06-1987

Profession : avocat

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2017 **Section de rattachement :** Bordeaux

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : animateur de l'Observatoire girondin des libertés publiques (2018-2019) ; membre de l'Observatoire parisien des libertés publiques (2019) ; membre de la section Paris 18 (2019) ; référent de l'Observatoire girondin des libertés publiques à la fédération de la Gironde (2018, 2021-2022) ; président de la section de Bordeaux (2020-2022) ; coprésident de la section de Bordeaux (depuis 2023) ; coresponsable du groupe de travail « LGBTI » (depuis 2021) ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Avec le groupe de travail (GT) « LGBTI » que je co-anime, nous avons proposé des communiqués et des prises de positions de la LDH. Nous avons organisé le séminaire sur l'identité de genre et l'état civil du 21 octobre 2023, au siège, comme je m'y étais engagé dans ma précédente candidature.

J'ai participé à la réflexion du GT « Environnement » sur les droits de la nature.

J'ai travaillé au sein de l'inter-observatoire à la préparation de l'observation de Sainte-Soline, j'ai ainsi formé les observateur-ice-s de Poitou-Charentes. Présent comme avocat à l'arrière, nous avons été, avec deux consœurs, témoins des appels au Samu et j'ai contribué à la rédaction du communiqué de presse demandant de laisser passer les secours. J'ai ensuite

participé à la gestion de la communication de la LDH dans les jours qui ont suivi (France Info, Mediapart, etc.).

J'ai participé à plusieurs réunions sur la liberté de manifester du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme de l'OSCE.

En 2023, j'ai été invité à Vienne puis à Genève, aux consultations régionales puis globales du rapporteur spécial des Nations unies sur le droit de réunion pacifique et d'association en vue de créer des outils pratiques de l'ONU concernant les bonnes pratiques policières dans le cadre du maintien de l'ordre.

A Bordeaux, j'ai représenté la LDH dans deux procès contre les militants d'extrême droite ayant attaqué la marche des fiertés et ceux ayant effectué une descente raciste dans un quartier populaire.

Né le 07-02-1959

Profession : inspecteur général au ministère de la Transition écologique (Inspection générale de l'environnement et du développement durable – IGEDD), coordonnateur du séminaire « Logement et cohésion sociale ».

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : représentant syndical CGT à l'Instance de dialogue social de l'IGEDD, membre du Collectif « Nos services publics », bénévolat aide aux devoirs (Cités Caritas).

Date d'adhésion : 1984 puis 2023 **Section de rattachement :** Paris Centre

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section Paris Centre.

Déclaration d'intention :

Objectif principal : éviter l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Moyen : recréer une alternative au néolibéralisme, qui :

- d'une part, désespère les catégories populaires et moyennes et les oriente vers des logiques d'exclusion ;
- d'autre part, inquiète des catégories sociales plus diversifiées pour son évolution vers des formes de plus en plus autoritaires et répressives.

Cette alternative doit reposer sur une stratégie économique conciliant efficacité et réduction des inégalités, et sur un projet politique d'émancipation collective et individuelle.

Conditions : recréer un cadre (théorique et pratique) de transformation sociale et d'innovation politique et une dynamique intellectuelle et militante faisant

renaître l'espoir à gauche, auprès des catégories qui se reconnaissent traditionnellement en elle : ouvriers, employés, professions intellectuelles, etc.

Rôle LDH : à partir de sa forte identité et de sa réelle légitimité historique, (re)devenir un acteur majeur de ce projet politique global, à l'image de celui joué au moment du Front Populaire, à travers une stratégie dans deux directions :

- renforcer sa forte articulation avec le mouvement ouvrier, particulièrement dans la lutte contre la régression sociale et la remise en cause des droits des plus vulnérables ;
- renforcer sa présence dans les milieux de la culture et de l'éducation, y compris universitaire, en vue à la fois de produire des analyses pertinentes et de conforter sa visibilité médiatique.

Née le 28-09-1969

Profession : audiotypiste

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2002 **Section de rattachement :** Nantes et pays nantais

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section de Nantes et pays nantais (2003-2005 et 2010-2024) ; secrétaire adjointe puis secrétaire de la section de Nantes et pays nantais (2012-2015) ; présidente de la section de Nantes et pays nantais (2016) ; coréférente formation de la section de Nantes et pays nantais (2011-2013) ; référente de la section Nantes et pays nantais au sein de la Plateforme 44 des ONG pour la Palestine (depuis 2012) ; animatrice du groupe de travail « Droits des étrangers » de la section de Nantes et pays nantais (depuis 2019) ; membre du groupe de travail national « Maghreb–Moyen-Orient » (depuis 2023) ; trésorière de la section de Nantes et pays nantais (2017-2024).

Déclaration d'intention :

Militante de la section de Nantes depuis vingt-deux ans, je reste avant tout très sensible à la dimension généraliste de nos luttes, à l'instar des nombreux adhérents accueillis en 2023.

Actuellement trésorière de la section, je suis attentive à l'accueil des nouveaux adhérents et cherche à ce titre à œuvrer sur nos modalités de fonctionnement et de formation. Membre du bureau, j'anime aussi notre groupe de travail local « Droits des étrangers » et je suis référente auprès de la Plateforme départementale des ONG pour la Palestine.

De notre organisation interne, je souligne d'ailleurs les débats, nourris par les expressions nationales de la LDH – de la loi sur le port du voile à la vidéosurveillance

en passant par le droit à la santé – car ils me permettent de conforter mes propres convictions avant d'exercer des mandats LDH qui vont toujours dans le sens de fédérer les mobilisations nantaises.

Au printemps 2023, saisie d'une sombre intuition sans doute, je suis devenue membre du groupe de travail national « Maghreb–Moyen-Orient ». Depuis le 7 octobre 2023 et le conflit qui a dramatiquement dégénéré à Gaza et dans les Territoires occupés, je m'appuie sur la force et l'équilibre de nos prises de positions pour veiller à ce que celles-ci soient répercutées dans les appels nantais.

Je présente ma candidature au Comité national pour contribuer à nos luttes contre les idées des extrêmes droites, fil rouge de nos mobilisations, aux échanges et décisions d'actions de notre association.

Née le 29-08-1983

Profession : avocate

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de « Notre affaire à tous ».

Date d'adhésion : 2019 **Section de rattachement :** Metz

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du groupe de travail « Environnement, écologie et droits de l'Homme » ; gestion de la permanence d'accès aux droits de la section de Metz (2015-2017) ; animation de conférences, formations, webinaires juridiques ; participation à des réunions de la sous-commission « Questions internationales et européennes » de la CNCDH (2023) ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Lors de mon mandat, j'ai participé à plusieurs réunions du groupe de travail « Environnement, écologie et droits de l'Homme » et représenté la LDH à la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH).

J'ai représenté la LDH en qualité d'avocate de la partie civile dans le procès Elgendy (septembre 2023) où des policiers étaient accusés de violences policières.

Je n'ai pas participé autant que je l'aurais souhaité aux travaux du CN, mais j'ai développé une activité importante dans ma région au nom de la LDH : j'ai participé à une réunion avec la section police de l'Union

syndicale Solidaires (2022). J'ai observé le procès de Bure, à la cour d'appel de Metz, le 29 novembre 2022. J'ai animé ou co-animé les événements suivants : ciné-débat *La voix d'Aïda*, 27 septembre 2021 (section de Metz) ; conférence juridique « Les usages militants du droit », 19 mai 2022 ; conférence juridique « Sauvons les Assises », 3 avril 2023, à la faculté de droit de Metz ; conférence juridique « L'eau, un bien commun ? Méga bassines, pompages et forages sauvages, pollutions... », 26 juin 2023 (section de Nancy) ; ciné-débat *De l'eau jaillit le feu*, 26 septembre 2023, à Metz ; ateliers sur la discrimination au sein de l'entreprise GRDF, 6 et 13 juin 2023, à Metz.

Né le 07-02-1945

Profession : comédien et formateur

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du collectif « Trop c'est trop » contre l'antisémitisme et pour le droit des Palestiniens (depuis 2006).

Date d'adhésion : 2005 **Section de rattachement :** Antony-Bourg-la-Reine-Sceaux

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la fédération des Hauts-de-Seine (2008-2010) ; coresponsable du groupe de travail « Questions internationales » (2010) ; délégué régional Ile-de-France (2011-2016) ; membre des groupes de travail « Maghreb - Moyen-Orient » et « Droits et libertés dans le monde » ; membre du Comité national (2017-2022).

Déclaration d'intention :

Dans le cadre de mes activités à la LDH, en section et sur le terrain et de mes diverses responsabilités aux niveaux local, fédéral puis régional, je me suis toujours attaché, en liaison avec les services du siège, à renforcer les liens entre les différents échelons de notre association et à promouvoir notre développement pour renforcer nos effectifs et nos moyens en mettant l'adhésion au cœur de notre pratique militante.

En tant que délégué régional Ile-de-France, j'ai travaillé à la création et à la mise en œuvre de formations régionales ciblées afin de mieux armer nos structures et nos militants.

Lors de mon précédent mandat au Comité national, je me suis impliqué notamment dans les réflexions et débats de notre grand chantier « Avenir de la LDH », en particulier dans les domaines de la formation et de la communication interne et externe.

Par ailleurs en activité en tant que formateur auprès de publics d'âges divers dans le cadre de leur parcours ou reconversion professionnelle, je souhaite poursuivre, lors d'un second mandat, cette dynamique et cet engagement associatif en mettant au service de la LDH l'expérience acquise au travers de mon parcours au sein de notre organisation, et participer pleinement à nos réflexions, débats et prises de position politiques qui portent les valeurs que nous défendons tant au niveau national qu'international.

Né le 27-03-1953

Profession : maçon, cheminot, permanent syndical, cadre du médico-social, consultant en retraite

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du collège de SOS refoulement (association départementale de solidarité avec les migrants), militant RESF.

Date d'adhésion : 2010 **Section de rattachement :** Dijon et agglomération

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coresponsable du groupe de travail « Droits des étrangers », représentant de la LDH au sein du collectif départemental Droit d'asile-migrant, représentant de la LDH à la Coordination française pour le droit d'asile (CFDA) ; membre du Comité national (2015-2019, 2019-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Activités :

- nationales : participation aux débats du Comité national ; co-animation du groupe de travail « Droits des étrangers ». Nous avons essayé qu'il soit un lieu où se croisent l'expertise issue de l'action des militants LDH, base de notre légitimité et celle de « spécialistes » ou partenaires, un outil ressource pour les militants et pour proposer des actions et orientations aux instances LDH. Participation notamment à l'élaboration des positions sur la situation des mineurs non accompagnés, les revendications à défendre. J'ai rencontré de vraies difficultés à faire prendre en compte cette expertise et légitimité des militants agissant au quotidien avec les migrants et je souhaite des évolutions significatives à ce

sujet ; animation de formations et débats publics dans plusieurs régions ; participation au travail sur l'évolution des statuts ;

- locales : animation de section, actions au quotidien de défense des droits des étrangers (permanences, manifestations, développement de réseaux de solidarité, communication), partenariat avec des lycées et une maison de quartier, actions contre les discriminations, le racisme, pour les libertés.

Je sollicite un nouveau mandat avec notamment pour objectif de continuer à participer à l'animation du groupe de travail en facilitant une relève et de contribuer à la réflexion de la LDH notamment sur les questions de migrations, de comment agir contre l'extrême droite, de discriminations et sur l'évolution de notre organisation.

Née le 08-07-1972

Profession : avocate

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre de l'association Elena (avocats en droit d'asile) ; membre de l'association Ardhis (défense des droits des personnes LGBT à l'asile et au séjour).

Date d'adhésion : 2017 **Section de rattachement :** Paris 20

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau élargi de la section Paris 20 (depuis 2018) ; membre du groupe de travail « Droits des étrangers » (depuis 2018) ; membre du groupe de travail Avenir de la LDH « mandat » ; membre du Comité national (2019-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Avocate en droit d'asile devant la Cour nationale du droit d'asile, j'ai contribué à apporter un regard de praticienne sur la procédure d'asile et les réformes auxquelles elle est soumise, toujours plus restrictives des garanties procédurales des demandeurs d'asile et lieu d'expérimentation de nouvelles procédures aux fins de les étendre à d'autres justiciables comme la visio-audience ou la généralisation du juge unique.

En tant que membre du groupe d'animation du groupe de travail (GT) « Droits des étrangers », j'ai rencontré le directeur général de l'Ofpra pour la LDH. J'ai également été auditionnée au Sénat, en juin 2023, pour la LDH, sur le projet de la loi asile immigration ayant donné lieu à cette loi de la honte votée le 20 décembre 2023.

Je participe aux réflexions de l'équipe d'animation du GT « Droits des étrangers », pour lequel, j'ai également animé des débats, participé à des ciné-droits et organisé un webinaire public avec un défenseur des droits afghan. Comme membre du Comité national (CN), je contribue aux débats tant par écrit que lors de nos réunions mensuelles pour tenter d'y apporter un autre regard, notamment sur des sujets sur lesquels je ne suis pas experte mais qui méritent une réflexion large et diverse. Les débats au CN sont d'une grande richesse, cette assemblée réunissant des expertises de grande qualité permettant à la LDH de se positionner avec justesse sur un grand nombre de problématiques et de jouer ainsi son rôle de vigie de la République.

Née le 16-12-1967

Profession : fonctionnaire de l'Education nationale au service comptabilité (lycée et agence comptable)

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : mandataire financier d'une candidate aux élections législatives 2022.

Date d'adhésion : 2019 **Section de rattachement :** Bondy Noisy Rosny Bobigny

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : coprésidente de la section Bondy Noisy Rosny Bobigny (depuis 2022) ; coprésidente de la fédération 93 (depuis 2023) ; permanences d'accès aux droits la section Bondy Noisy Rosny Bobigny (2019-2023) ; trésorière du comité régional Ile-de-France (depuis 2020) ; membre et co-coordonnatrice de l'Observatoire des pratiques policières de Seine-Saint-Denis (OPP93) dont la LDH est une des associations fondatrices (depuis 2019).

Déclaration d'intention :

Je suis une militante des droits de l'Homme depuis mes 18 ans, en rédigeant les lettres pour la libération inconditionnelle de prisonnier-ère-s d'opinion avec Amnesty International.

Mon adhésion à la LDH a été une évidence en octobre 2019 à la création de l'Observatoire des pratiques policières de Seine-Saint-Denis (OPP93), suite à des violences policières sur des migrant-e-s dans ma ville. Attachée à la section Bondy Noisy Rosny Bobigny, coprésidente, je participe aux diverses actions et aux permanences d'accès aux droits. Elue coprésidente de la fédération LDH 93, j'ai participé à l'organisation de l'Université d'été des mouvements sociaux et

des solidarités (UEMSS) à Bobigny et de la Fête de l'Humanité 2023. Trésorière du comité régional Ile-de-France, je collabore activement à ses actions (accueil des nouveaux adhérents, organisation des journées de formation, présente sur Solidays 2023). Avec l'OPP93, j'ai réalisé plusieurs observations : évacuations de campements de migrant-e-s, dépôts de bus RATP et Garage régie propreté (grèves contre la réforme des retraites), coupe du monde de rugby, marches commémoratives (mort d'un jeune tué par la police). Je souhaite candidater au Comité national en apportant ma contribution, pour défendre les droits et les libertés inconditionnellement et agir sans relâche pour dénoncer et combattre les doctrines abjectes de l'extrême droite.

Née le 26-10-1958

Profession : retraitée cadre territorial

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : conseillère municipale d'opposition au maire d'Orange (Ligue du Sud) (depuis 2013) ; membre du Collectif d'animation du comité de sauvegarde de l'arbre à Orange.

Date d'adhésion : 2011 **Section de rattachement :** Avignon Orange Carpentras

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : vice-présidente de la section Avignon Orange Carpentras (depuis 2023) ; membre de l'équipe d'animation du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites » (depuis 2022) ; membre du groupe de travail « Discriminations, racisme, antisémitisme » ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

L'extrême droitisation du débat politique m'inquiète, d'autant que face aux opérations de recomposition diabolisation à gauche et de recomposition dédiabolisation à l'extrême droite, les forces de gauche n'apparaissent pas comme une alternative, les divisions et les égos l'emportant sur le rassemblement et l'intérêt commun.

Dans un tel contexte, je suis convaincue que la LDH doit jouer un rôle de trait d'union entre les forces associatives, syndicales et politiques, qu'elle peut jouer un rôle fédérateur dans le sursaut qu'il nous faut produire.

La réalité politique de la ville d'Orange et des choix de vie personnels sont à la source de mon engagement contre le racisme et l'extrême droite. C'est pour cela

que j'essaie de participer activement aux débats du Comité national et que j'ai accepté d'être dans l'équipe d'animation du groupe de travail « Lutte contre les extrêmes droites » (réalisations d'auditions d'élus d'opposition dans des villes gérées par l'extrême droite, audition d'auteurs d'ouvrages, approfondissements de thématiques).

Localement, je représente la LDH dans des collectifs durables ou ponctuels pour construire des actions unitaires et favoriser le « travail en commun ».

Avec l'équipe motivée et plurielle de ma section, grâce à un travail collectif, nous présentons un bilan d'activité dynamique (débats, conférences gesticulées, ciné-débats, etc.) et un nombre d'adhésions qui a permis de tripler nos effectifs entre 2022 et 2023, ce qui est très encourageant !

Né le 27-01-1990

Profession : inspecteur du travail

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : élu à la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de l'Unité régionale de DRIEETS Ile-de-France, pour le syndicat Sud.

Date d'adhésion : 2021 **Section de rattachement :** Paris 14/6/7

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : trésorier de la section de Paris 14/6/7 (depuis 2023).

Déclaration d'intention :

Mon adhésion à la LDH a été un choix longuement réfléchi.

Durant mes études, j'ai été militant au sein d'une association étudiante d'aide aux exilés et réfugiés syriens, avant d'intégrer l'équipe de bénévoles de la Fondation des femmes. Cependant, je savais qu'un jour je finirais par pousser la porte de la LDH. Cet engagement, je l'exerce aujourd'hui dans mon métier d'inspecteur du travail.

Dès ma prise de poste, j'ai intégré une section de la LDH afin de me former sur la question des droits des étrangers, et je participe aux travaux de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH)

notamment sur la question de la traite des êtres humains (TEH). Je participe aussi à faire connaître les enquêtes de l'Inspection du travail portant sur la TEH afin que la LDH puisse se porter partie civile.

Je souhaiterais faire remonter au sein du Comité national, les situations que nous, inspecteurs du travail, rencontrons : l'augmentation des accidents mortels et de la vulnérabilité de certain-e-s salarié-e-s, et l'affaiblissement croissant du service public sur le territoire national. Enfin, je souhaiterais relayer la parole des camarades de section et faire ainsi le lien avec le niveau national de l'association.

Je serais très honoré d'être membre du Comité national et de m'investir de mon mieux pour la LDH.

Née le 06-12-1972

Profession : professeure agrégée d'histoire

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : vice-présidente vie étudiante et de campus de l'université de Lille (2016-2020 et depuis 2022) ; vice-présidente du Réseau national MEnS, pour l'accueil des migrants dans l'enseignement supérieur qui fédère cinquante-deux universités (depuis 2019).

Date d'adhésion : 2020 **Section de rattachement :** Lille

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : présidente de la section de Lille (depuis 2022) ; membre du comité régional des Hauts-de-France (2021-2023) ; coordinatrice de l'Observatoire des libertés publiques et pratiques policières OL3P Saf-LDH Lille (depuis 2023) ; membre du secrétariat général (depuis 2023) ; membre du Comité national (2022-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Mon parcours militant est lié à mes choix professionnels et personnels. Mes recherches sur Paul Teitgen (résistant déporté, sous-préfet à Alger (1956-1958) qui a dénoncé la torture) sont déterminantes dans mes engagements, d'autant plus qu'il était mon grand-père. Dans mon métier d'enseignante et comme vice-présidente d'université, je mets en application ces convictions (accueil d'étudiant-e-s en exil, lutte contre la précarité, enseignement sur les migrations...). Active à La Cimade de 2008 à 2016, en prison auprès des détenu-e-s étranger-ère-s, c'est avec la section LDH Lille que je tente depuis de défendre les droits et libertés.

J'ai nourri de ces expériences ma contribution au Comité national (CN) et, depuis 2023, au Bureau

national et secrétariat général auxquels j'ai été assidue, en présentiel majoritairement : par ma participation active aux débats, en y portant la voix de ma section, par la rédaction de plusieurs comptes rendus de CN, des mémos « Palestine » et « Maintien de l'ordre », en représentant la LDH (université d'été LFI, régulièrement dans les médias locaux) ou en animant une réunion d'accueil des nouveaux adhérent-e-s par exemple. J'espère ainsi contribuer au travail commun, entre autres sur les enjeux liés aux étudiant-e-s et universités, mais aussi par mes compétences organisationnelles. À l'issue de ce premier mandat de deux ans, je suis prête à un engagement renouvelé. Dans une période si rude, le militantisme collectif est plus que jamais indispensable.

Née le 06-08-1977

Profession : éducatrice PJJ ministère de la Justice

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du bureau exécutif du mouvement Génération.S ; membre de l'AFPS 46 ; membre de VISA ; co-secrétaire de l'UL CGT 46.

Date d'adhésion : 2021 **Section de rattachement :** Cahors

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : présidente de la section de Cahors (depuis 2023) ; membre du comité régional Midi-Pyrénées (depuis 2022).

Déclaration d'intention :

Dans un contexte social, sociétal et politique complexe, où l'extrême droite continue une ascension alarmante et les droits individuels et collectifs des personnes sont de plus en plus bafoués, je candidate au Comité national comme m'en donne l'opportunité des statuts de la LDH.

J'ai pu œuvrer et contribuer à la renaissance de la section de Cahors avec mes amis de la LDH et du réseau associatif Cadurcien, ainsi que ceux de la société civile. Je me suis rendue au congrès en 2022, à Marseille, et j'ai participé aux travaux du comité régional

Midi-Pyrénées. Je participe également à la construction du comité régional Occitanie.

Aujourd'hui, je souhaite œuvrer à la réflexion du positionnement politique de la LDH en faisant le lien avec la section de Cahors sur le territoire du Lot, terre rurale. Œuvrer pour le respect des droits de toutes les personnes me semble un préalable important pour garantir le vivre ensemble en France mais aussi préserver les libertés, la démocratie et ses belles valeurs.

Né le 23-06-1949

Profession : professeur de sciences médico-sociales retraité

Pas de responsabilités électives et associatives externes à la LDH.

Date d'adhésion : 2002 **Section de rattachement** : Conflans-Sainte-Honorine

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : président de la section de Conflans-Sainte-Honorine (2003- 2008), chargé des ciné-débats au sein de la section de Conflans-Sainte-Honorine (2008-2018), élu au comité régional Ile-de-France (depuis 2012), coresponsable du groupe de travail « Santé, bioéthique » (depuis 2016), participation à la représentation de la LDH au sein de l'Observatoire pour le droit à la santé des étrangers (ODSE) (depuis 2018) ; membre du comité de rédaction de *Droits & Libertés* (depuis 2020) ; membre du Comité national (2015-2019, 2019-2024 – deux mandats).

Compte rendu de mandat :

Tout en suivant les autres champs d'intervention de la LDH, je me suis efforcé, en tant que copilote du groupe de travail (GT) « Santé, bioéthique », de donner à voir et penser l'état des droits, les débats et mobilisations (particulièrement en milieu hospitalier avant et pendant la pandémie) avec une « Lettre » interne à la LDH (36 numéros) qui a progressivement été appréciée par quelques centaines de partenaires dont certains ont ainsi rejoint la LDH. Simultanément, j'ai cherché à constituer une équipe LDH d'animation du GT autour des trois membres du Copil, associant une pluralité de compétences et d'expériences, y compris parmi les professionnels de santé en activité ou retraités (médecin hospitalier, soignants paramédicaux,

directeur d'établissements de soins...). J'ai contribué à organiser plusieurs rencontres-débats chaque année, associant souvent d'autres GT et différents partenaires qui ont donné matière à des expressions dans *Droits & Libertés* que j'ai proposé dans mes déplacements à la demande de sections/fédérations/comités régionaux pour des exposés ou ciné-débats (une centaine depuis 2015). J'ai aussi contribué aux réflexions sur les nouveaux outils (espace Partage) et la communication LDH (participation à la formation de sections pour animer leurs sites LDH)... ainsi qu'à trois avis de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDDH) depuis 2018 (de la conception avec propositions et suivi d'auditions jusqu'à la phase rédactionnelle).

Née le 09-04-1976

Profession : traductrice et rédactrice

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre du Conseil d'administration d'Enfance et familles d'adoption Ille-et-Vilaine.

Date d'adhésion : 2002 **Section de rattachement** : Saint-Malo et pays malouin

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre de l'équipe d'animation de la section de Paris 5-13 (2003-2014), membre du bureau de la fédération de Paris (2008-2012), membre du bureau de la section de Saint-Malo et pays malouin (2017-2021), membre du comité régional Bretagne (2017-2019), déléguée régionale par intérim Bretagne (2018), coresponsable du groupe de travail « Santé, bioéthique » (depuis 2018) ; membre du Bureau national (2021) ; membre du secrétariat général (depuis 2022) ; membre du Comité national (2019-2024 – un mandat).

Compte rendu de mandat :

Au cours de mon premier mandat au Comité national,

- j'ai continué de co-animer le groupe de travail « Santé, bioéthique » et ai contribué à la rédaction et à la diffusion des prises de position et tribunes en défense du droit à la santé et à l'accès de toutes et tous à des soins d'égale qualité, partout sur le territoire ;
- élue au Bureau national à partir de 2021, membre du secrétariat général à partir de 2022, j'ai contribué activement à l'animation quotidienne de l'association, notamment de ses groupes de travail, ainsi qu'à la coordination de sa communication, en lien avec les services du siège, en étant particulièrement attentive à l'intégration des nouveaux adhérents ;

- dans le cadre du processus Avenir de la LDH, ainsi qu'au secrétariat général et au Bureau national, j'ai œuvré à faire évoluer la gouvernance de l'association vers davantage de collégialité et une diffusion plus fluide de l'information, dans le souci de démultiplier notre force de mobilisation collective ;

- je me suis également investie auprès de nos partenaires des mouvements sociaux en participant à l'organisation de l'Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités de Bobigny en 2023 et, au niveau européen, à celle des forums de Mönchengladbach (août 2022), Florence (décembre 2022) et Marseille (2024).

Si je suis élue pour un deuxième mandat, je poursuivrai ces engagements, au service d'une LDH fédératrice dans le combat pour la démocratie et l'Etat de droit.

Né le 17-03-1962

Profession : sociologue, formateur, comédien au sein d'une compagnie de Théâtre forum.

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : président de Phil en récré, association qui propose des ateliers de philosophie pour les enfants.

Date d'adhésion : 2022 **Section de rattachement :** Paris 10/11

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : membre du bureau de la section Paris 10/11 (depuis 2023) ; responsable du groupe de travail « Démocratie, institutions et citoyenneté » de la section Paris 10/11 (depuis 2023).

Déclaration d'intention :

Sociologue (chercheur associé au LISE-Cnam-CNRS pendant 30 ans jusqu'en 2021), j'ai depuis quinze ans développé une pratique d'intervention (formation, analyse des pratiques professionnelles, régulation d'équipe, gestion des conflits...) dans les organisations du secteur social et médico-social. Ancien militant (années 90) pour Amnesty international, j'ai développé des compétences plus spécialement dans les domaines suivants : antiracisme et lutte contre l'antisémitisme, laïcité, universalisme et interculturalité. Au fil des ans, j'ai constaté que ma pratique (professionnelle,

associative) trouvait son sens à partir de deux axes : la vérité et la justice. Le sens de ma candidature se situe là : porter cette exigence, au profit de la LDH, à propos des contextes de violation des droits humains ; œuvrer à l'interdépendance des droits dans une perspective qui associe au plus haut degré droit à la vérité et droit à la justice. Cet horizon de travail, quasi philosophique, s'ancre dans mes pratiques de travail (par exemple dans le cadre de la Clinique accès au droit à Sciences Po Paris) et peut se décliner à tous les niveaux des organisations. Il n'est donc pas hors-sol et peut donner lieu à toutes sortes d'actions concrètes.

Née le 07-10-1974

Profession : assistante de direction

Responsabilités électives et associatives externes à la LDH : membre et salariée d'ATD Quart Monde.

Date d'adhésion : 2020 **Section de rattachement :** Montreuil

Activités et responsabilités occupées au sein de la LDH : secrétaire de la section de Limoges (2021-2023) (organisation et animation de débats) ; bénévole auprès de l'assistant de direction du siège de la LDH (fichier contacts, rapports du Bureau national, bénévole lors des universités d'automne) - depuis 2020.

Déclaration d'intention :

En arrivant en France en 1997, j'étais émerveillée par l'apparent consensus autour des droits de l'Homme dans ce pays, par l'ouverture d'esprit générale et le niveau d'engagement citoyen. Un quart de siècle plus tard, je suis effrayée de voir les principes d'égalité et de justice sociale écartés, les libertés des individus et des associations amputées, l'idéologie d'extrême droite se propager.

Convaincue que l'action collective s'impose face à cette situation politique, je me suis engagée à la LDH, au bureau de la section de Limoges, en présidence « collégiale ».

Professionnellement, je viens de bifurquer, après quinze ans d'activité indépendante dans la culture, pour me consacrer à la cause qui m'anime : les mêmes

droits et des communs pour tout le monde, préserver un monde vivable, en le rendant équitable et en incluant et protégeant les personnes exposées à des discriminations ou des situations de vie indigne.

Engagée au quotidien au siège d'ATD Quart Monde, proposer ma participation au Comité national de la LDH semble logique. J'y apporterai un regard d'européenne pratiquante et une sensibilité aux multiples visages de l'exclusion, un engagement écologique de longue date et un goût prononcé pour la défense des droits et libertés par des arguments aiguisés ensemble.

Je souhaite y militer mieux, davantage, dans l'intelligence du collectif, en continuant d'apprendre des personnes plus expérimentées, pour porter – et gagner – les combats de la LDH dans ces temps houleux.

TABLEAU DES PRÉSENCES AU COMITÉ NATIONAL

Tableau des présences au Comité national des candidats, membres sortants du Comité national, élus lors du congrès de Saint-Denis en 2019 et lors du congrès de Marseille en 2022.

Pour les membres sortants élus en 2019, le Comité national a tenu, de juillet 2019 à février 2024, 52 réunions en présentiel et en visioconférence qui ont duré une journée ou une demi-journée, soit 90 séances.

Pour les membres sortants élus en 2022, le Comité national a tenu de juillet 2022 à février 2024, 17 réunions en présentiel et en visioconférence qui ont duré une journée ou une demi-journée, soit 31 séances.

NOM	PRÉSENT-E	EXCUSÉ-E	MISSION	ABSENT-E	TOTAL
ALIMI Arié	16	4	7	4	31
BIGDADE Habiba	17	8	2	4	31
BORDET Joëlle	25	4	0	2	31
BRUN-VALICON Lionel	84	3	0	3	90
CAZAU Pierre-Antoine	29	2	0	0	31
FAVREL Grâce	19	6	0	6	31
GARRIGUES Paul	83	3	2	2	90
GIROUD Sophie	52	25	1	12	90
HALOUI Fabienne	15	11	4	1	31
JOURDAN-CHARTIER Emmanuelle	29	2	0	0	31
LAVILLE Philippe	76	8	5	1	90
LE BOURHIS Isabeau	79	8	0	3	90
MERLIN-ANGLADE Franck	28	3	0	0	31
MESSICA Fabienne	57	20	1	12	90
NAKACHE Pascal	68	14	1	7	90
OGIER Marion	24	5	2	0	31
RAFIER Jean-Pierre	79	10	0	1	90
RAMIS Roland	84	4	1	1	90
REBERIOUX Vincent	23	4	1	3	31
ROMAGNAN Barbara	20	4	2	5	31
ROSSI Henri ¹	78	5	0	1	84
SIRE-MARIN Evelyne	24	5	0	2	31
SUESSER Jan Robert	29	0	0	2	31
TEHIO Nathalie	86	2	1	1	90
TRICOIRE Agnès	23	5	0	3	31
VERGIAT Marie-Christine	85	3	0	2	90

1- Candidat ayant rejoint le Comité national le 09-11-2019, suite à la démission d'une élue au Comité national de juin 2019 ; les séances correspondant à la période de référence pour son mandat ont été de 84.

TABLEAU DES PRÉSENCES AU BUREAU NATIONAL

Tableau des présences au Bureau national des candidats, membres sortants du Bureau national, élus lors du congrès de Saint-Denis en 2019 et du congrès de Marseille en 2022.

Pour les membres sortants élus en juin 2019, le Bureau national a tenu, du 20 juin 2019 au 2 février 2024, 175 réunions en présentiel et en visioconférence.

Pour les membres sortants élus en juin 2022, le Bureau national a tenu, du 16 juin 2022 au 2 février 2024, 61 réunions en présentiel et en visioconférence.

NOM	PRÉSENT-E	EXCUSÉ-E	MISSION	TOTAL
ALIMI Arié	45	14	2	61
BRUN-VALICON Lionel ²	88	10	1	99
JOURDAN-CHARTIER Emmanuelle ³	16	8	0	24
LE BOURHIS Isabeau ⁴	91	6	2	99
MERLIN-ANGLADE Franck ⁵	20	3	1	24
REBERIOUX Vincent	50	10	1	61
SIRE-MARIN Evelyne	41	17	3	61
TEHIO Nathalie ⁶	122	9	0	131
VERGIAT Marie-Christine	162	10	3	175

2 - Candidat ayant rejoint le Bureau national le 19-06-2021 ; les séances correspondant à la période de référence pour son mandat ont été de 99.

3 - Candidate ayant rejoint le Bureau national, le 03-06-2023, lors de la Convention nationale ; les séances correspondant à la période de référence pour son mandat ont été de 24.

4 - Candidate ayant rejoint le Bureau national le 19-06-2021 ; les séances correspondant à la période de référence pour son mandat ont été de 99.

5 - Candidat ayant rejoint le Bureau national, le 03-06-2023, lors de la Convention nationale ; les séances correspondant à la période de référence pour son mandat ont été de 24.

6 - Candidate ayant rejoint le Bureau national, le 26-09-2020, lors de la Convention nationale ; les séances correspondant à la période de référence pour son mandat ont été de 131.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

92^E CONGRÈS DE LA LDH

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai 2024

Université de Bordeaux/Pôle Victoire-Marne, place de la Victoire, entrée 12-22 cours de la Marne
33000 Bordeaux

PROGRAMME	
Samedi	
8h	Accueil des congressistes
8h30	Réunion du bureau du congrès
9h	Accueil commun par la section de Bordeaux, la fédération de Gironde et le comité régional d'Aquitaine
9h15	Intervention de Pierre Hurmic, maire de Bordeaux (<i>sous réserve</i>)
	Intervention du Barreau de Bordeaux (<i>sous réserve</i>)
9h30	Ratification de la composition du bureau du congrès et adoption de l'ordre du jour
	Election de la Commission de contrôle financier
	Désignation des scrutateurs pour la Commission de dépouillement des élections au Comité national
10h	Table ronde sur le contexte international
11h30	Table ronde sur le contexte national
12h45	Pause déjeuner
14h	Intervention de Jean-Luc Gleyze, président du Conseil départemental (<i>sous réserve</i>)
14h15	Rapport d'activités, secrétariat général ; <i>débat et vote</i>
15h45	Présentation de l'équipe du siège ; bilan de l'activité du service juridique
17h30	Pratiques militantes : les permanences d'accès aux droits
18h30	Réunions des groupes de travail
	Rencontre avec les trésoriers
	Rencontre avec le service juridique
	Première réunion de la commission des résolutions
	Réunion de la commission des vœux
21h	Fin des travaux
	Soirée libre
Dimanche	
9h	Intervention d'Alain Rousset, président du Conseil régional Aquitaine (<i>sous réserve</i>)
9h15	Rapport financier, Alain Esmerly, trésorier national ; <i>débat et vote</i>
10h15	Rapport moral, Patrick Baudouin, président ; <i>débat et vote</i>
12h45	Pause déjeuner
14h15	Projet de « Résolution générale » ; <i>débat</i>
16h	Réforme statutaire ; <i>débat et vote</i>
18h	Résultat des élections du Comité national
18h30	Deuxième réunion de la commission des résolutions
19h30	Début de la soirée festive
Lundi	
8h	Réunion du Comité national, élection du Bureau national
9h30	Présentation du Bureau national et intervention de la présidente ou du président de la LDH
10h	Rapport de la commission des résolutions
	<i>Débat et vote du projet de résolution</i>
11h30	Pratiques militantes : les actions liées à la santé
12h45	Pause déjeuner
14h	Pratiques militantes : le droit au logement
15h	Rapport de la commission des vœux
	<i>Débat et vote sur les vœux</i>
16h	Intervention de clôture de la présidente ou du président de la LDH
16h15	Fin du congrès

INSCRIPTION OBLIGATOIRE AU CONGRÈS

92^E CONGRÈS DE LA LDH

Samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai 2024

Université de Bordeaux/Pôle Victoire-Marne, place de la Victoire, entrée 12-22 cours de la Marne, 33000 Bordeaux

AVANT LE 17 AVRIL 2024

INSCRIPTION EN LIGNE

Nous vous conseillons de vous inscrire au congrès et aux repas sur le site Internet de la LDH (paiement par carte bancaire) :

[HTTPS://WWW.JEDONNEENLIGNE.ORG/LDH/CG2024/](https://www.jedonneenligne.org/LDH/CG2024/)

ou INSCRIPTION PAR COURRIER / COURRIEL

service.administratif@ldh-france.org

en retournant la feuille d'inscription ci-dessous au siège de la LDH par courrier (accompagné d'un chèque) ou par mail (règlement possible sur place). C'est essentiel, pour l'organisation des repas.

PRÉNOM * : _____ NOM * : _____

SECTION * : _____

ADRESSE * : _____

CODE POSTAL * : _____ VILLE * : _____

TÉL. Domicile : _____ Portable : _____

Courriel * : _____

• Samedi midi : frais de participation 15 € oui non
 végétarien OU viande/poisson

* Champs obligatoires

• Samedi soir libre

• Dimanche midi : frais de participation 15 € oui non
 végétarien OU viande/poisson

• Dimanche soir : frais de participation 30 € oui non
 végétarien OU viande/poisson

Le repas du dimanche soir d'un montant de 30 € ne couvre pas les frais réels de cette soirée : dans un souci de convivialité, et pour réunir un maximum de ligueurs, la LDH a décidé de proposer ce tarif et un tarif de soutien, laissé à leur libre appréciation.

+ Tarif de soutien €

• Lundi midi : frais de participation 15 € oui non
 végétarien OU viande/poisson

TOTAL €

(à régler par chèque à l'ordre de la LDH)

Signature :

Date :

BULLETIN DE VOTE

Election au Comité national
92^e congrès de la LDH - 18, 19 et 20 mai 2024
56 candidates et candidats - 40 postes à pourvoir dont 20 postes de 2 ans
Chaque électeur ou chaque électrice doit rayer au moins 16 noms ; aucun ne peut être ajouté.

CANDIDATURES

La lettre « M », donnant l'ordre de présentation des candidatures au Comité national,
a été tirée au sort lors du CN du 2 décembre 2023.

1	MAURY-CASALTA Hadrien	29	YILDIRIM Ozlem
2	MAZAS Sophie	30	ALIMI Arié
3	MERLIN-ANGLADE Franck	31	BENNAHMIA Jean-Luc
4	MESSICA Fabienne	32	BERNAT Pierre
5	MOYSAN-LAROY Nicolas	33	BERTHÉ Daraba Abdoul Latif
6	NAKACHE Pascal	34	BIGDADE Habiba
7	NARP Fabien	35	BORDET Joëlle
8	OGIER Marion	36	BOURBON Nicolas
9	OULD AMEZIANE Rosa	37	BOURY Ingrid
10	PILET Jean-Claude	38	BOUSCAUD Emmanuelle
11	RAFIER Jean-Pierre	39	BRUN-VALICON Lionel
12	RAMIS Roland	40	CASTEX Françoise
13	REBÉRIOUX Vincent	41	CAZAU Pierre-Antoine
14	RICHARD Alexandre	42	DEPRESLE Bruno
15	ROMAGNAN Barbara	43	DUROT Barbara
16	ROPITEAUX Cécile	44	FAVREL Grâce
17	ROSSI Henri	45	GANEVAL Jean
18	ROUSSEL Annette	46	GARRIGUES Paul
19	SCHERER Denis	47	GIROUD Sophie
20	SEBBAN Serge	48	GUÉGUEN CARUSO Rozenn
21	SESTOVIC Vladimir	49	HALOUI Fabienne
22	SIRE-MARIN Evelyne	50	HOUDUSSE Thomas
23	SUESSER Jan Robert	51	JOURDAN-CHARTIER Emmanuelle
24	TEHIO Nathalie	52	KENNOUDA Leïla
25	TRICOIRE Agnès	53	LAVILLE Philippe
26	VANTROYS Alain	54	LE BOURHIS Isabeau
27	VERGIAT Marie-Christine	55	LÉNEL Pierre
28	WINIESKI Wilfrid	56	LOWIS Kristina